



Rapport Financier Annuel

Période de référence
du 10/2009 au 09/2010 (12 mois)

Exercice 2009/2010



Sommaire

ELEMENTS COMPTABLES ET FINANCIERS	2
COMPTES ANNUELS	
ELEMENTS COMPTABLES ET FINANCIERS	17
COMPTES CONSOLIDES	
ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES	49
DU 15 FEVRIER 2011	
RAPPORT DE GESTION DU DIRECTOIRE	
ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL	72
PAR LE PRESIDENT DU DIRECTOIRE	
RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	74
RAPPORT GENERAL SUR LES COMPTES ANNUELS ET CONSOLIDES	

Tous les montants sont exprimés en milliers d'euros

ELEMENTS COMPTABLES ET FINANCIERS
COMPTES ANNUELS

Septembre 2010

1 Bilan

BILAN ACTIF	Note	Exercice 2010			Exercice 2009
		Brut	Amort & Prov	Net	Net
Immobilisations Incorporelles	3.3.1	37	28	9	12
Immobilisations Corporelles	3.3.1	60	4	56	0
Immobilisations Financières (1)	3.3.1	67 228	7 745	59 483	58 202
ACTIF IMMOBILISE		67 325	7 777	59 548	58 214
Creances Clients & Cpts Ratt	3.3.2	233		233	204
Creances Diverses	3.3.2	20 261		20 261	13 291
Valeurs Mobilières de Placement (2)	3.3.3	9 016	153	8 863	10 434
Disponibilités		39		39	3 079
Charges Constatées d'Avance	3.3.7	17		17	15
ACTIF CIRCULANT		29 566	153	29 413	27 023
TOTAL GENERAL		96 891	7 930	88 961	85 237

(1) Dont Titres de participation pour K€ 63 707 en valeur brute, provision sur titres pour K€ 6 805

(2) Dont actions propres pour K€ 426

BILAN PASSIF	Note	Exercice 2010	Exercice 2009
Capital	3.3.4	25 000	25 000
Primes d'Emission, Fusion et apport	3.3.4	3 455	3 455
Réserve Légale	3.3.4	1 282	1 250
Autres Réserves	3.3.4	17 500	17 500
Report à Nouveau	3.3.4	253	721
Provisions réglementées	3.3.4	10	13
Résultat	3.3.4	5 041	634
CAPITAUX PROPRES		52 541	48 573
Provisions pour Risques et Charges	3.3.5	2	235
PROVISIONS		2	235
Emprts & Det.c/o Ets Crdt...(2)	3.3.2	9 621	12 099
Emprunts & Dettes Fin.Divers.	3.3.2	26 231	23 815
Dettes Fournisrs & Cpts Ratt	3.3.2	192	96
Dettes Fiscales et Sociales.	3.3.2	318	237
Dettes sur immobilisations	3.3.2		
Autres	3.3.2	56	182
TOTAL DETTES (1)		36 418	36 429
TOTAL GENERAL		88 961	85 237

(1) Dettes et produits constatés d'avance à - d'un an

29 451 26 930

(2) Dont concours bancaires courants, soldes créditeurs de banques

63 229

Septembre 2010

2 Compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT	Note	Exercice 2010	Exercice 2009
Chiffre d'Affaires Net		1 150	1 080
Reprises s/ Provisions & Transfert de charges		14	58
Autres Produits		2	
PRODUITS D'EXPLOITATION		1 166	1 138
Autres Achats externes...(*)		680	558
Impôts, Taxes & Assimilés		20	36
Charges de Personnel	3.5.1	603	571
Dotations aux Amortis. & Provisions		5	3
Autres Charges		20	20
CHARGES D'EXPLOITATION		1 328	1 188
RESULTAT EXPLOITATION (I)		-162	-50
Produits de Participation...(3)		3 693	4 133
Autres Inter. & Prod. Assimil.(3)		259	358
Reprises s/ Provisions & Transfert de charges		233	65
Produits / cessions de valeurs mob. placement		19	78
PRODUITS FINANCIERS		4 204	4 634
Dotations aux Amortis. & Provisions		772	3 751
Intérêts & Charges Assimil.(4)		796	1 222
Charges / cessions de val mob placement			
CHARGES FINANCIERES		1 568	4 973
RESULTAT FINANCIER (II)		2 636	-339
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (I +II)		2 474	-389
Sur Operations en Capital...		4	4
Reprises sur provisions		3	44
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS		7	48
Sur Operations de Gestion...			
Sur Operations en Capital...		6	134
Dotations amortiss et provisions		0	12
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES		6	146
= RESULTAT EXCEPT.	3.4.1	1	-98
Particip. des Salaries....(IX)		0	0
Impôts sur les Benefices...(X)	3.4.2	-2 566	-1 121
Total des produits		5 377	5 820
Total des charges		336	5 186
BENEFICE OU PERTE		5 041	634

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

(3) Dont produits concernant les entreprises liées

(4) Dont intérêts concernant les entreprises liées

3 838

4 482

265



LACROIX

3 Annexe

3.1 Faits majeurs de l'exercice

Aucun fait majeur n'est à signaler

3.2 Principes et méthodes comptables

Les règles et méthodes comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- Indépendance des exercices, et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

3.2.1 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition et sont amorties suivant le mode linéaire :

- Concessions, brevets, licences, logiciels 1 à 10 ans linéaire

3.2.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production. Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisation ne sont pas inclus dans le coût des productions de ces immobilisations.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- Matériel de transport 4 à 10 ans linéaire
- Matériel de bureau informatique 4 à 10 ans linéaire
- Mobilier 15 ans linéaire.

3.2.3 Immobilisations financières

La valeur brute des titres de participation et autres titres immobilisés correspond au coût d'achat hors frais accessoires. Les créances rattachées à des participations sont évaluées à leur coût historique.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'usage est inférieure à la valeur brute. Cette valeur d'usage est appréciée au cas par cas en tenant compte notamment de la situation générale, des perspectives d'activités et de résultats de chacune des sociétés concernées.

3.2.4 Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

3.2.5 Valeurs mobilières de placement

Leur valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire correspondant au cours de clôture est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constatée à la clôture.

Les stocks options sont comptabilisés dans les VMP.

3.2.6 Opérations en devises

Les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur dans la monnaie de référence à la date de l'opération. Les dettes, créances, disponibilités en devises

Septembre 2010

figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice.

La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en « écarts de conversion ». Les pertes latentes de changes non compensées font l'objet d'une provision pour risques.

3.2.7 Provision pour risques et charges

Conformément au règlement 2000-06 du C.R.C., les provisions pour risques et charges sont constituées de manière à prendre en compte les obligations de la société à l'égard de tiers, dont il est probable ou certain qu'elles provoqueront une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente, et dont l'échéance ou le montant ne sont pas fixés de façon précise. Elles sont évaluées en tenant compte des informations disponibles et le cas échéant après consultations des experts et conseils de l'entreprise.

- Le montant comptabilisé au titre de la provision pour retraite a été évalué suivant la méthode actuarielle dite au prorata "des droits au terme" autrement dénommée "méthode rétrospective des unités de crédit projetées". Aucun impôt différé actif n'a été comptabilisé à ce titre."

3.2.8 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel comprend les éléments de résultat qui ne se rattachent pas aux activités ordinaires de l'entreprise.

Il comprend également les éléments qui, bien que se rattachant aux activités ordinaires, présentent un caractère exceptionnel dans leurs montants et leur survenance.

3.2.9 Impôt sur les bénéfices

La société LACROIX SA (société tête de Groupe) et ses filiales intégrées (toutes détenues à plus de 95%) ont décidé d'opter pour le régime d'intégration fiscale des groupes prévu par les articles 223 et suivants

du CGI, en date du 27 septembre 1996, pour 5 ans à compter du 1er octobre 1996. L'option pour l'intégration fiscale a fait l'objet d'un renouvellement par tacite reconduction à compter du 1er octobre 2001.

L'impôt pris en charge par les filiales est celui qu'elles auraient supporté en l'absence d'intégration fiscale, la mère comptabilisant en résultat les différentiels d'impôts provisoires ou définitifs provenant de l'application du régime.

Au 30/09/2010, le périmètre fiscal intègre les entités suivantes :

Liste des filiales

Kangourou ATS
 Kangourou OUEST
 Kangourou PACA
 Kangourou IDF
 Kangourou SUD OUEST
 Kangourou Normandie
 Kangourou Nord Pas de Calais
 Kangourou Rhones Alpes
 Kangourou Aquitaine
 Lacroix Electronique Solutions
 Lacroix Electronique
 Lacroix Océan Indien
 Lacroix Signalisation
 Lacroix Sofrel
 Lacroix Trafic
 SAAM
 Lacroix III
 Lacroix IV
 lacroix City
 Société des Signalisations

3.3 Notes sur le Bilan

3.3.1 Variation de l'actif immobilisé, amortissements et provisions

VALEURS BRUTES	Ouverture	Augmentation	Diminution	Cloture
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	37	0	0	37
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Matériel de bureau, informatique, installations	2	58	0	60
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations	63 699	8	0	63 707
Prêts et autre immobilisations financières	1 559	2 212	250	3 521
TOTAL	65 297	2 278	250	67 325

AMORTIS. & PROVISIONS	Ouverture	Augmentation	Diminution	Cloture
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	25	3		28
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Matériel de bureau, informatique	2	1		3
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Titres de participations	6 805	0		6 805
Prêts et autre immobilisations financières	251	690		941
TOTAL	7 083	694	0	7 777

Les mouvements de prêts et autres immobilisations financières concernent des actions propres non affectées aux différents plans ainsi que le contrat de liquidité.

(1) Dépréciation des titres de l'électronique (Note 3.5.6).

Litige concernant les titres de participation Lacroix Signalisation

Au cours de l'exercice 2005/2006, une enquête a été diligentée par la DGCCRF concernant d'éventuelles pratiques anticoncurrentielles des principaux acteurs du marché de la signalisation.

Le 21 novembre 2008, le rapporteur auprès du Conseil de la concurrence, a adressé à la société LACROIX SIGNALISATION ainsi qu'aux autres sociétés concernées une notification de griefs relative à ces pratiques. A la suite de ce rapport, la société est entrée dans une procédure de non contestation de ces griefs et a pris des engagements précis et vérifiables auprès de la DGCCRF afin de garantir la conformité des pratiques de la société aux règles de la concurrence.

Le 22 décembre 2010, l'Autorité de la Concurrence a rendu son jugement, condamnant la société LACROIX SIGNALISATION à une amende de 7,72 M€ (sur un montant total de condamnations de 52.7 M€ pour la profession).

Septembre 2010

Ce montant a été intégralement provisionné dans les comptes clos le 30 septembre 2010 de la filiale Lacroix Signalisation sans que cela n'ait d'incidence sur la valorisation des titres de celle-ci dans les comptes sociaux de Lacroix SA.

3.3.2 Etat des Créances et des dettes

ETAT DES CREANCES & DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Etat des créances				
Créances rattachées à des participations				
Prêts				
Autres immobilisations financières	3 521			3 521
Clients douteux ou litigieux				
Autres créances clients	232	232		
Créances représentatives de titres prêtés				
Personnel et comptes rattachés		0		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices Taxe sur le valeur ajoutée Autres impôts, taxes et assimilés Divers	588 34	588 34	
Groupe et associés	19 600	19 600		
Debiteurs divers	38	38		
Charges constatées d'avance	17	17		
TOTAUX	24 030	20 509	0	3 521
Etat des dettes				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires convertibles				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	à 1 an maximum à l'origine à plus d'un an à l'origine	64 9 557	64 2 590	6 967 0
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	192	192		
Personnel et comptes rattachés	134	134		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	113	113		
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices Taxe sur le valeur ajoutée Obligations cautionnées Autres impôts, taxes et assimilés	60 10	60 10	0 0
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	26 230	26 230		
Autres dettes	57	57		
Dettes représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAUX	36 417	29 450	6 967	0
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	2 328			

Septembre 2010

3.3.3 Valeurs mobilières de placement

	Exercice 2010	Exercice 2009
Actions propres (1)	426	2 420
Contrat de liquidité	10	9
Placement (2)	8 579	8 075
TOTAL	9 015	10 504
PROVISIONS	153	70
VALEURS NETTES	8 862	10 434

(1) A la clôture de l'exercice, la société détient 19 113 titres pour un montant de 426 K€. Les actions propres détenues couvrent la totalité des engagements liés aux stocks options.

(2) Les autres placements constitués de SICAV, de certificats de dépôt et d'autres produits de placement s'élevaient à 8 579 K€ au 30/09/10.

3.3.4 Capital

Le capital social est constitué de 3 766 560 actions pour un montant de 25 000 000 Euros, un droit de vote double est attribué à toutes les actions nominatives détenues depuis plus de trois ans par le même actionnaire.

3.3.4.1 Variation des capitaux propres

	Montant Début exercice	Affectation Résultat N-1	Variation	Montant Fin exercice
Capital	25 000			25 000
Primes	3 455			3 455
Réserve légale	1 250	32		1 282
Autres Réserves	17 500			17 500
Report à Nouveau	721	-469		253
Résultat	634	-634	5 041	5 041
Provisions règlementées	13		-3	10
TOTAL	48 573	-1 071	5 038	52 541

Distribution de dividendes pour 1 130 K€ (dont K€ 59 revenant aux actions d'auto-contrôle)

3.3.4.2 Variation des actions propres

Le nombre d'actions propres en circulation a évolué de la manière suivante :

	Exercice 2010
Ouverture	196 552
Acquisitions	14 175
Cessions	(14 375)
Clôture (1)	196 352

Septembre 2010

(1) Au 30 septembre 2010, la valeur historique des actions propres inscrites dans les comptes sociaux de LACROIX SA est de K€ 3 893. Compte tenu de la moyenne des cours de bourse du mois de septembre 2010, une provision de 1 094 K€ est comptabilisée, ramenant la valeur de celles-ci à 2 799 K€.

3.3.5 Etat des Provisions

	Ouverture	Augmentation	Diminution	Cloture
Provisions risques & charges				
- Risques levée stock options	233	0	233	0
- Indemnités départ retraite	2	0	0	2
TOTAL	235	0	233	2

La société provisionne les indemnités de départ à la retraite, sur la base des dispositions conventionnelles.

- Il s'agit d'un régime à prestations définies. L'évaluation de la provision est réalisée par un actuair indépendant selon la méthode des unités de crédit projetées, sur la base d'un taux d'actualisation de 4,25%.

3.3.6 Stocks options

Des options d'achat d'actions ont été attribuées aux dirigeants et à certains salariés. Le prix d'exercice des options octroyées est égal à la moyenne des 20 derniers cours de bourse précédents la date d'octroi. Les options sont subordonnées à l'accomplissement de 4 années de services.

Le nombre d'options en circulation et leur prix d'exercice moyen pondéré sont détaillés ci-dessous :

	Exercice 2010		Exercice 2009	
	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options
Ouverture	20.36	101 328	21.19	89 328
Octroyés			17.01	21 000
Levées				
Non activable (suite départ)	22.05	(9 000)	20.70	(9 000)
Clôture	20.19	92 328	20.36	101 328

Les dates d'expiration et les prix d'exercice des options sur actions en circulation à la clôture de l'exercice sont détaillés ci-après :

Date des plans		Conditions	
Attribution	Début option	Prix d'exercice	Nombre d'actions
nov.-2005	nov.-2009	21,12	18 078
sept.-2006	sept.-2010	21,09	26 250
déc.-2006	déc.-2010	20,70	21 000
févr.-2008	févr.-2012	22,73	6 000
oct.-2008	oct.-2012	17,01	21 000
			92 328

Septembre 2010

3.3.7 Comptes de régularisation

Produits à recevoir

	Exercice 2010	Exercice 2009
Clients, factures à établir	53	14
Intérêts courus	77	4
Total	130	18

Charges constatées d'avance

	Exercice 2010	Exercice 2009
Charges exploitation	17	15
Charges financières		
Total	17	15

Charges à payer

	Exercice 2010	Exercice 2009
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	57	43
Dettes fiscales et sociales	208	157
Autres dettes	53	183
Total	318	383

3.3.8 Postes du bilan concernant les entreprises liées

	Exercice 2010
Immobilisations financières (valeur brute) (1)	63 707
Créances	19 833
Dettes	26 352

(1) montant brut pour lequel il existe une provision de 6 805 K€ (note 3.3.1)

3.4 Notes sur le Résultat

3.4.1 Détail de charges et produits exceptionnels

	Exercice 2010
Pénalités	
Cessions immobilisations financières	
Mali sur rachat d'action	7
Dotation amortissements dérogatoires	
Provision valeur mobilières placements	
Total Charges	7
Cessions immobilisations financières	
Boni sur rachat d'action	4
Reprise provision risques et charges	
Reprise amortissements dérogatoires	3
Total Produits	7
RESULTAT EXCEPTIONNEL	0

3.4.2 Ventilation de l'impôt

	Résultat avant impôt	Impôt	Après Impôt
RESULTAT COURANT	2 475		2 475
RESULTAT EXCEPTIONNEL	0		0
PARTICIPATION			0
INTEGRATION FISCALE : charge d'impôt		2 566	2 566
RESULTAT NET	2 475	2 566	5 041

3.4.3 Sociétés intégrées fiscalement

La société est tête de groupe d'un périmètre fiscal. La liste des entités membres de ce périmètre est présentée en note 3.2.9

La différence entre l'impôt comptabilisé et l'impôt théorique, en l'absence d'intégration fiscale, est une économie de 2 566 K€.

Septembre 2010

3.4.4 Charges et produits concernant les entreprises liées

	Exercice 2010
Charges d'exploitation	310
Charges financières	264
Produits d'exploitation	1 150
Produits financiers	3 838
Charges exceptionnelles	0
Produits exceptionnels	0

3.4.5 Accroissements et allègements de la dette future d'impôt

	Ouverture		Variations		Cloture	
	Actif	Passif	Actif	Passif	Actif	Passif
NATURE						
I. Décalages certains ou éventuels						
<i>Charges non Déductibles temporairement</i>						
Provision pour impôts						
Indemnités départ retraite	2		0		2	
Autres						
II. Impact des éléments à imputer (antérieur à l'intégration fiscale)						
Amortissements réputés différés						
Déficits reportables						
Moins value à Long Terme						
III. Régime de l'intégration fiscale						
Amortissements réputés différés						
Déficits reportables						
Moins values nettes à Long Terme						
IV. Eléments de Taxation Eventuelle						
Plus value en sursis d'imposition (titres)						0
Montant de la Réserve Spéciale des						
Plus- Values à Long Terme (base d'impôt)						

L'impact des plus values à long terme à la clôture est évalué au taux de 0 % ,

Septembre 2010

3.5 Renseignements divers

3.5.1 Effectifs

L'effectif moyen hors mandataire pour l'exercice s'est élevé à 2 personnes (cadres).

3.5.2 DIF

Les droits acquis au titre du plan individuel à la formation sont :

	Exercice 2010
Droits acquis à l'ouverture	150
Droits acquis sur la période	30
Droits consommés	0
Autres variations	120
Droits acquis à la clôture	300

3.5.3 Identification de la société consolidante

VINILA Investissements
SAS au capital de 65 000 Euros
n° SIRET : 354 034 993 00023

3.5.4 Engagements financiers

	Exercice 2010
Avals et cautions donnés aux filiales	802
Dettes garanties par des suretés réelles	
Effets escomptés non échus	
Engagement de rachat d'actions	794

3.5.5 Rémunération des Dirigeants

Les rémunérations versées, au titre de l'exercice, aux membres des organes d'administration, de direction et de surveillance, à raison de leurs fonctions dans la société s'élèvent à 335 K€.

Septembre 2010

3.5.6 Filiales et participations

	Capital social	Autres capitaux propres	Quote-part du capital détenue	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis non remboursés	Montant des cautions & avals donnés	Chiffre d'affaires HT du dernier exercice	Résultat du dernier exercice	Dividendes Encaissés au cours de l'exercice	Observation
				Brute	nette						
1. Filiales détenues à plus de 50%											
LACROIX SIGNALISATI	14 250	27 756	99.92%	13 606	13 606			67 978	-4 757	972	
LACROIX SOFREL	5 500	6 384	97.39%	13 122	13 122			24 309	3 814	2 721	
LACROIX ELECTRONIQ	34 000	-4 408	99.99%	36 959	30 154	18 430		58 459	-3 059		
LACROIX IIII	10		100.00%	10	10						
2. Participations détenues entre 10 et 50 %											
3. Participation inférieure à 10 %											
TOTAL				63 697	56 892	18 430				3 693	

3.5.7 Évènements postérieurs à la clôture

Aucun évènement n'est intervenu durant la période.

ELEMENTS COMPTABLES ET FINANCIERS
COMPTES CONSOLIDES

Septembre 2010

1 Bilan consolidé

Actif	Note n°	Exercice 2010 12 mois	Exercice 2009 12 mois
Actifs non courants			
Goodwill	8.1	9 770	9 764
Immobilisations Incorporelles	8.2	2 186	2 492
Immobilisations Corporelles	8.3	44 734	45 720
Actifs financiers non courants	8.4	575	506
Participations dans les entreprises associées	8.5	16	257
Actifs d'Impôt différé	8.20	2 404	2 556
Total des actifs non courants		59 685	61 295
Actifs courants			
Stocks et en-cours	8.7	49 272	36 200
Créances clients	8.8	74 191	65 511
Autres créances	8.9	9 007	6 882
Trésorerie et équivalents	8.10	12 896	14 340
Total des actifs courants		145 365	122 933
Actifs des activités destinées à être cédées	8.15	218	
TOTAL DE L'ACTIF		205 268	184 227

Passif	Note n°	Exercice 2010 12 mois	Exercice 2009 12 mois
Capitaux propres			
Capital	8.11	25 000	25 000
Primes		3 455	3 455
Réserves consolidées		53 868	54 956
Résultat consolidé		706	214
Capitaux propres (part du groupe) :	4	83 029	83 625
Intérêts minoritaires :	4	676	557
Total des Capitaux propres		83 704	84 182
Passifs non courants			
Autres fonds propres		239	239
Provisions non courantes	8.12	17 134	8 057
Dettes financières à long terme	8.13	14 487	22 219
Passifs d'Impôt différé	8.20	3 985	3 704
Total des Passifs non courants		35 845	34 219
Passifs courants			
Dettes financières à court terme	8.13	20 506	18 695
Dettes fournisseurs	8.14	37 887	24 235
Autres dettes	8.14	27 325	22 897
Total des Passifs courants		85 718	65 826
Passifs des activités destinées à être cédées			
TOTAL DU PASSIF		205 268	184 227

Septembre 2010

2 Etat du Résultat Global

2.1 Compte de Résultat Consolidé

P&L	Note n°	Exercice 2010 12 mois	Exercice 2009 12 mois
Chiffre d'affaires	9.2	263 952	239 000
Autres produits de l'activité		200	144
Achats consommés		(122 189)	(100 811)
Charges de personnel	8.16	(77 381)	(73 341)
Charges externes		(41 749)	(39 401)
Impôts et taxes		(4 580)	(4 824)
Dotations aux amortissements et provisions	8.17	(7 661)	(7 354)
Variations de stocks et de produits en cours		2 764	(4 530)
Autres produits et charges courants		(173)	(13)
Résultat opérationnel courant	9.2	13 183	8 870
Autres produits et charges opérationnels	8.18	(7 720)	(3 203)
Résultat opérationnel		5 463	5 666
Charges et produits financiers	8.19	(1 492)	(2 507)
Charges d'impôts	8.20	(3 104)	(2 904)
Mise en équivalence	8.5	(38)	37
Résultat net		828	293
Résultat net - Part des minoritaires	4	123	79
Résultat net - Part du groupe		706	214
Résultats par action			
Résultat de base par action (en €)		0.20	0.06
Résultat dilué par action (en €)		0.19	0.06

2.2 Etat du Résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement dans les capitaux propres

P&L	Note n°	Exercice 2010 12 mois	Exercice 2009 12 mois
Résultat net		828	293
Ecart de conversion		576	(1 976)
Réévaluation des instruments dérivés de couverture		(214)	(379)
Ecart actuariel sur les régimes de prestations définies		(590)	98
<i>Total des gains et des pertes comptabilisés directement dans les capitaux propres (1)</i>		<i>(228)</i>	<i>(2 257)</i>
Résultat net et Gains et pertes comptabilisés directement dans les capitaux propres	4	600	(1 964)
Dont part du Groupe		477	(2 043)
Dont part des Intérêts minoritaires		123	79

(1) Montant Net d'impôt

Septembre 2010

3 Tableau des flux de trésorerie

	Note n°	Exercice 2010 12 mois	Exercice 2009 12 mois
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE			
Résultat de l'ensemble consolidé		828	293
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :			
- Amortissements et provisions	(1)	13 855	10 556
- Variation des impôts différés		671	809
- Plus-values de cession, nettes d'impôt		60	(989)
- Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence		38	(37)
- Charges et produits calculés liés aux stock-options		104	211
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées		15 557	10 843
Ecart de conversion sur la Marge brute d'autofinancement			
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence			
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		(4 864)	9 184
Flux net de trésorerie généré par l'activité		10 693	20 026
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT			
Acquisitions d'immobilisations		(5 286)	(4 053)
Cessions d'immobilisations, nettes d'impôt		368	1 172
Subventions d'investissement			
Incidence des variations de périmètre		(252)	260
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		(5 169)	(2 621)
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT			
Dividendes versés aux actionnaires		(1 147)	(2 496)
Augmentations de capital en numéraire			
Variation des autres fonds propres		563	(1 295)
Emissions d'emprunts		684	1 228
Remboursements d'emprunts		(9 287)	(10 461)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		(9 187)	(13 024)
Variation de trésorerie		(3 663)	4 381
Trésorerie d'ouverture		3 949	(1 260)
Trésorerie de clôture	8.10	114	3 949
Incidence des variations de cours des devises		172	(827)

(1) Dont impact de la provision sur le litige DGCCRF pour K€ 7 720 (Note 8.12)

Septembre 2010

4 Variation des Capitaux propres

Situation à la clôture	Capital	Primes	Réserves consolidées (1)	Résultat de l'exercice	Autres		Total Capitaux propres - part du groupe	Intérêts minoritaires	TOTAL capitaux propres
					Ecarts de conversion (2)	Titres de l'entreprise consolidante			
Exercice 30/09/2008	12 500	15 955	50 640	11 704	1 481	(2 938)	89 344	3 542	92 886
Affectation du résultat 2008			11 704	(11 704)					
Distributions de Dividendes			(2 232)				(2 232)	(265)	(2 497)
Variation des actions propres			(132)			(961)	(1 093)		(1 093)
Changements de méthodes			465				465		465
Stocks option			211				211		211
Résultat net de l'exercice 2009				214			214	79	293
Gains et pertes comptabilisées directement dans les capitaux propres			(281)		(1 976)		(2 257)		(2 257)
Résultat net et Gains et pertes comptabilisées directement dans les capitaux propres			(281)	214	(1 976)		(2 043)	79	(1 964)
Autres mouvements	12 500	(12 500)	(1 026)				(1 026)	(2 800)	(3 826)
Exercice 30/09/2009	25 000	3 455	59 350	214	(495)	(3 898)	83 625	557	84 182
Affectation du résultat 2009			214	(214)					
Distributions de Dividendes			(1 146)				(1 146)		(1 146)
Variation des actions propres			0			6	6		6
Changements de méthodes									
Stocks option (3)			104				104		104
Résultat de l'exercice 2010				706			706	123	828
Gains et pertes comptabilisées directement dans les capitaux propres			(804)		576		(228)		(228)
Résultat net et Gains et pertes comptabilisées directement dans les capitaux propres			(804)	706	576		477	123	600
Autres mouvements			(38)				(38)	(4)	(41)
Exercice 30/09/2010	25 000	3 455	57 679	706	81	(3 893)	83 029	676	83 704

(1) Dont Réserves légales, réglementées, autres réserves et report à nouveau pour K€ 19 034

(2) L'écart de conversion est lié à la Pologne.

(3) Correspond à l'étalement de la charge sur plan de SO

Septembre 2010

5 Liste des sociétés consolidées

Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation sont présentées ci-dessous :

Société et forme juridique	N° Siren	Siège social	Périmètre Fiscal	Exercice 2010		
				Méthode consolidation	% contrôle	% intérêt
SOCIETE CONSOLIDANTE						
LACROIX S.A.	855 802 815	St Herblain	1	MERE	100.00%	100.00%
SOCIETES INTEGREES						
BRANCHE SIGNALISATION						
LACROIX SIGNALISATION	409 065 984	Saint Herblain	1	IG	100.00%	99.85%
KANGOUROU EST	344 679 022	Strasbourg	1	IG	100.00%	99.85%
KANGOUROU IDF	340 835 479	Herblay	1	IG	100.00%	99.85%
KANGOUROU NORMANDIE	492 337 555	Saint Herblain	1	IG	100.00%	99.85%
KANGOUROU OUEST	478 588 700	Saint Herblain	1	IG	100.00%	99.85%
KANGOUROU PACA	439 903 576	Marseille	1	IG	100.00%	99.85%
KANGOUROU RHONE ALPES	492 139 472	Vault en Velin	1	IG	100.00%	99.85%
KANGOUROU SUD OUEST	478 583 875	Saint Herblain	1	IG	100.00%	99.85%
LACROIX OCEAN INDIEN	343 852 836	Le Port	1	IG	100.00%	99.85%
LACROIX MAYOTTE	497 884 031	Mamoudzou		IG	100.00%	99.85%
LACROIX PACIFIC	1 011 600	Nouméa		ME	49.00%	48.93%
KANGOUROU NORD PAS DE CALAIS	492 337 571	Saint Herblain	1	IG	100.00%	99.85%
KANGOUROU AQUITAINE	498 992 163	Artigues	1	IG	100.00%	99.85%
LACROIX TRAFIC	443 342 746	Saint Herblain	1	IG	100.00%	99.85%
LACROIX CITY	512 538 265	Saint Herblain	1	IG	100.00%	99.85%
SOCIETE DES SIGNALISATIONS	301 331 435	Artigues	1	IG	100.00%	99.85%
SAAM	861 200 574	Saint Eloy mines	1	IG	100.00%	98.10%
NORTE INDUSTRIAL	A48 042 303	ESPAGNE		IG	100.00%	99.85%
LACROIX SENALIZACION	A12 329 827	ESPAGNE		IG	100.00%	99.85%
ISVIAL	B95 616 934	ESPAGNE		ME	33.33%	33.28%
LACROIX 3	512 996 851	Saint Herblain	1	IG	100.00%	99.85%
LACROIX 4	514 345 602	Saint Herblain	1	IG	100.00%	100.00%
ATLAS	695 821 322	Cannes		ME	23.33%	23.30%
BERKLEY PACKAGING	393 292 396	Carros		IG	100.00%	99.85%
LTI SUD EST	383 076 684	Carros		IG	100.00%	3.98%
COTEAU	392 915 138	Sautron		IG	100.00%	4.00%
BRANCHE TELEGESTION						
LACROIX SOFREL	409 065 810	Vern sur Seiche	1	IG	100.00%	100.00%
SOFTEC	405 249	ITALIE		IG	100.00%	100.00%
SOFREL ESPANA	ESA81573113	ESPAGNE		IG	100.00%	100.00%
BRANCHE ELECTRONIQUE						
LACROIX ELECTRONIQUE	409 064 151	Vern sur Seiche	1	IG	100.00%	100.00%
LACROIX ELECTRONICS	RHB11614	POLOGNE		IG	100.00%	100.00%
LACROIX ELECTRONIQUE TUNISIE		TUNISIE		IG	100.00%	100.00%
LACROIX ELECTRONIQUE SERVICE TUNISIE		TUNISIE		IG	100.00%	100.00%
LACROIX ELECTRONICS GmbH		ALLEMAGNE		IG	100.00%	100.00%
LACROIX ELECTRONIQUE SOLUTIONS	378 445 647	Vern sur Seiche	1	IG	100.00%	100.00%

Méthodes de Consolidation

IG : Intégration globale - ME : Mise en Equivalence

- (1) Sociétés clôturant au 31 décembre
- (2) Société SNU, en Pologne, non consolidée mais dont le crédit bail, représentant sa seule activité, est retraité dans la société Lacroix Electronics depuis 9 ans.
- (3) Sociétés créées sur l'exercice
- (4) Acquisitions de l'exercice
- (5) Entités Ad' hoc
- (6) Changement de dénomination sociale

6 Référentiel comptable, modalités de consolidation, méthodes et règles d'évaluation

6.1 Informations générales sur l'entreprise

Cotée sur Eurolist, Compartiment C, LACROIX SA est une société anonyme de droit français.

Les activités et l'organisation du groupe sont présentées dans le rapport de gestion.

6.2 Référentiel comptable

6.2.1 Principes généraux

Les comptes annuels sont présentés pour la période close au 30 septembre 2010 en appliquant la totalité des normes IFRS publiées par l'IASB (International Accounting Standards Board) et adoptées par l'Union Européenne

Les autres normes, amendements et interprétations IFRS suivants n'ont pas d'impact sur les comptes :

- IFRS 3 Révisée et IAS 27 Amendée – Regroupements d'entreprises et consolidation et amendements IFRS 5 liés (AIP 2008), IAS 39 – Instruments financiers – Eléments éligibles à la couverture, IFRIC 12 – Accords de concession de services, IFRIC 15 – Contrats de construction immobilière, IFRIC 16 – Couverture d'un investissement net à l'étranger, IFRIC 17 – Distribution d'actifs non monétaires aux propriétaires, et IFRIC 18 – Transferts d'actifs par des clients »

6.2.2 Présentation des états financiers

Sont considérés comme « actifs courants », les actifs destinés à être cédés ou consommés dans le cadre du cycle normal d'exploitation, ou dans les

douze mois suivant la clôture, ainsi que la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

Les « dettes courantes » sont constituées des dettes échues au cours du cycle normal d'exploitation ou dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice.

Les autres actifs ou dettes sont considérés comme « non courants ».

6.3 Utilisation des estimations

La préparation des états financiers consolidés nécessite de la part de la direction du groupe, l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants comptabilisés dans les états financiers.

Ces estimations et hypothèses sous-jacentes sont établies et revues de manière constante à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnable au vu des circonstances. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de manière continue. L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période ou au cours de la période du changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par ce changement.

6.4 Modalités de consolidation

6.4.1 Méthodes de consolidation

Filiales du groupe :

- Une filiale est une entité contrôlée par le groupe. Le contrôle existe lorsque le groupe a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de l'entité afin d'obtenir des avantages de ses activités. Les états financiers

Septembre 2010

des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

Entreprises associées et co-entreprises:

- Les entreprises associées sont les entités pour lesquelles la société a une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles sans en avoir le contrôle. Les entreprises associées et les coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Les états financiers consolidés incluent la quote-part du groupe dans le montant total des profits et pertes comptabilisés par les entreprises mises en équivalence et co-entreprises.

Méthodes appliquées au groupe :

- Au 30 septembre 2010, les sociétés du groupe sont contrôlées de façon exclusive par LACROIX SA, à l'exception des entités ATLAS, LACROIX PACIFIC et ISVIAL consolidées selon la méthode de mise en équivalence.
- Les filiales sont consolidées à partir de la date à laquelle le contrôle effectif est transféré au Groupe. Elles ne sont plus consolidées à compter de leur date de cession.

Le périmètre de consolidation et la liste des filiales sont présentés en note 5.

6.4.2 Méthodes de conversion des comptes des sociétés étrangères

Les états financiers des filiales étrangères sont convertis :

- Pour le bilan au cours de la devise étrangère à la clôture
- Pour le compte de résultat au cours moyen de clôture.

- Les différences de conversion sont portées directement dans les capitaux propres sous la rubrique « Ecart de conversion »

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des parités appliquées :

1 ML = x EUR	Ouverture	Moyen	Clôture	Moyen N-1
Zloty (PLN)	0.23767	0.24822	0.25183	0.23615
Franc CFP (XPF)	0.00838	0.00838	0.00838	0.00838

Les opérations en monnaie étrangère sont comptabilisées au taux de change de la date d'opération. Les gains ou les pertes résultant du règlement de ces transactions et de la conversion des créances et dettes en monnaie étrangère, sont enregistrés au compte de résultat.

6.4.3 Élimination des opérations intragroupe

Conformément à la réglementation, les soldes bilantiels, les produits et les charges latents résultant des transactions intragroupes sont éliminés lors de la préparation des états financiers consolidés. Les gains et les pertes latentes découlant des transactions avec les entreprises associées sont éliminés par la contrepartie des titres mis en équivalence.

6.4.4 Regroupements d'entreprises

Les écarts d'acquisition ne sont plus amortis mais font l'objet d'un test de dépréciation, qu'il convient d'effectuer au moins une fois par an et plus souvent lorsque des événements ou des circonstances font apparaître des indices de perte de valeur.

Des tests de dépréciation sont réalisés au niveau des Unités Génératrices de Trésorerie (U.G.T). Ils consistent à comparer la valeur comptable de l'U.G.T. à sa valeur recouvrable.

- La valeur recouvrable est définie comme la valeur la plus élevée entre le prix de vente net de l'actif et sa valeur d'utilité.

Septembre 2010

Le Groupe a mis en place une méthodologie de test fondée sur la méthode DCF (Discounted Cash Flows) à partir de Business Plans établis pour chaque branche d'activité (cette dernière correspondant à la notion d'U.G.T.).

La note 8.1 présente les hypothèses retenues.

6.5 Méthodes et règles d'évaluation

Les principes et méthodes appliqués par le groupe sont les suivants :

6.5.1 Immobilisations incorporelles

Les actifs incorporels sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué de cumul des amortissements, et des éventuelles pertes de valeur.

6.5.1.1 Frais de recherche et développement

Les dépenses de recherche sont comptabilisées en charges.

Concernant les frais de développement, le Groupe a élaboré une procédure de suivi des frais permettant de recenser toutes les informations utiles pour l'identification, la valorisation et le suivi des dépenses.

Lorsque les dépenses qualifiées de développement satisfont aux critères d'activation, elles sont activées. Dans le cas contraire, elles sont comptabilisées en charges.

6.5.1.2 Amortissement et dépréciation

Les actifs incorporels immobilisés ont une durée de vie déterminée. L'amortissement est comptabilisé comme une charge, de manière linéaire, en fonction de la durée d'utilité estimée de l'actif incorporel.

	Durée
Concessions, brevets, licences	3 à 10 ans
Logiciels	3 à 10 ans

Ils font l'objet de test de perte de valeur lorsqu'il existe un indice de perte de valeur.

- Les actifs incorporels à durée de vie indéfinie font l'objet de tests de dépréciation annuels. Les tests de dépréciation sont faits sur la base des cash-flows futurs actualisés.

6.5.2 Immobilisations corporelles

6.5.2.1 Actifs corporels non courants

Les immobilisations corporelles sont valorisées à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeurs éventuelles ou à leur coût de production pour la partie produite par le groupe.

Lorsqu'une immobilisation corporelle a des composants significatifs ayant des durées d'utilité différentes, ces composants sont comptabilisés séparément.

6.5.2.2 Amortissement et dépréciation

L'amortissement est comptabilisé comme charge de manière linéaire en fonction de la durée d'utilité estimée de l'actif corporel.

Les durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

	Durée
Aménagements sur terrains	5 ans
Constructions d'exploitation	20 à 40 ans
Installations et agencements des constructions	10 à 12 ans
Matériel et outillage	8 à 15 ans
Installations et agencements du matériel	8 à 15 ans
Matériel de transport	3 à 8 ans
Matériel et mobilier de bureau	3 à 15 ans

Septembre 2010

Les valeurs comptables des actifs corporels font l'objet d'un test de « perte de valeur » lorsque des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Ainsi, lorsque la valeur comptable d'une immobilisation est supérieure à son montant recouvrable estimé, une dépréciation de l'actif est comptabilisée.

6.5.3 Contrats de location financement

Les contrats de location sont classés en tant que contrats de location financement s'ils transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et avantages économiques inhérents à la propriété des actifs loués.

Ils sont comptabilisés, dès l'origine, au bilan à la juste valeur du bien loué, ou si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location.

Les actifs faisant l'objet d'une location financement sont amortis sur la durée d'utilité, correspondant le plus souvent à la durée du contrat.

Les autres contrats sont des locations simples. Les loyers sont comptabilisés en charges sur une base linéaire jusqu'à l'échéance du contrat.

6.5.4 Actifs financiers

Le Groupe classe ses actifs financiers selon les catégories suivantes : les actifs de transaction, les prêts et créances, les actifs disponibles à la vente.

- Les investissements financiers non consolidés sont analysés comme des titres disponibles à la vente et sont comptabilisés à leur juste valeur. Les variations de valeur, positives ou négatives, sont enregistrées en capitaux propres en « réserve de réévaluation ». En cas de perte de valeur jugée définitive, une provision pour dépréciation de ce montant est enregistrée en résultat financier.
- Les placements financiers (valeurs mobilières) sont comptabilisés à leur juste valeur et les

variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat financier.

- Les prêts et créances sont considérés comme des actifs émis par l'entreprise et sont comptabilisés au coût. Ils peuvent faire l'objet d'une provision pour dépréciation s'il existe une indication objective de perte de valeur. La perte de valeur correspondant à l'écart entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable est comptabilisée en résultat.

6.5.5 Gestion des risques financiers

Couverture de change et de taux :

- Les opérations de couverture font l'objet d'une analyse par un expert indépendant de manière à assurer un traitement conforme aux normes IAS 32 et IAS 39 dès lors qu'elles présentent un caractère significatif.

6.5.6 Stocks et travaux en-cours

Les stocks et encours de production sont évalués au plus faible de leur coût de revient et de leur valeur nette de réalisation. Le coût de revient est déterminé selon la méthode "premier entré, premier sorti". Ce coût inclut notamment les coûts de matière et de la main d'œuvre directe ainsi que les charges indirectes strictement imputables à la production.

Les marges internes incluses dans les stocks sont éliminés dans le résultat consolidé.

Les provisions pour dépréciation sont calculées par différence entre la valeur brute déterminée selon les principes ci-dessus et la valeur nette probable de réalisation.

6.5.7 Créances clients

Les clients et comptes rattachés sont évalués à leur juste valeur. Les créances étant d'une maturité inférieure à un an, elles ne sont pas actualisées. Elles font l'objet, le cas échéant,

Septembre 2010

d'une provision pour dépréciation en fonction de leur probabilité de recouvrement à la clôture.

6.5.8 Disponibilité et Trésorerie

Le poste « Disponibilités » comprend les disponibilités bancaires et les placements immédiatement disponibles.

Les découverts bancaires sont inclus dans les emprunts parmi les dettes à court terme au passif du bilan.

6.5.9 Capital et réserves

Lorsque le Groupe rachète ou vend ses propres actions :

- Le prix payé incluant les frais afférents à leur acquisition nets de taxes est déduit des capitaux propres dans le poste « actions propres » jusqu'à leur cession.
- Au moment de leur cession, la plus ou moins value réalisée est comptabilisée dans les capitaux propres.

6.5.10 Subventions publiques

Les subventions sont intégrées dans les comptes, lorsqu'il existe une assurance raisonnable que :

- Le groupe se conformera aux conditions attachées aux financements.
- Les subventions seront reçues.
- Pour les subventions publiques liées à des actifs, le Groupe a retenu de présenter le financement en minoration de la valeur de l'actif associé.

6.5.11 Provisions pour risques et charges

Lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé et s'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation, et s'il est possible d'estimer de

manière fiable le montant de l'obligation, alors le Groupe comptabilise une provision.

6.5.12 Avantages du personnel

Indemnités de départ à la retraite :

- Le Groupe provisionne les indemnités de départ à la retraite, sur la base des dispositions conventionnelles. Il s'agit d'un régime à prestations définies. L'évaluation de la provision est réalisée par un actuaire indépendant selon la méthode des unités de crédit projetées. La note 8.12.1 présente les hypothèses retenues.
- Ces évaluations tiennent compte notamment du niveau de rémunération future, de la durée d'activité probable des salariés, de l'espérance de vie et de la rotation du personnel.
- La valeur actualisée des engagements ainsi évalués est comptabilisée au bilan, déduction faite de la juste valeur des actifs versés par les sociétés du Groupe à des organismes financiers.
- Les gains et pertes actuariels, qui résultent principalement des modifications d'hypothèses actuarielles et de la différence entre les résultats estimés selon les hypothèses actuarielles et les résultats effectifs, sont comptabilisés en intégralité en contrepartie des capitaux propres.
- Le coût financier et le coût des services rendus sont comptabilisés en charge de l'exercice.

Paiements fondés sur des actions :

- Les options de souscription ou d'achat d'actions accordées aux salariés doivent être évaluées à leur juste valeur, laquelle juste valeur doit être constatée dans le compte de résultat en contrepartie des réserves sur la période d'acquisition (4 ans) des droits d'exercice pour les salariés.
- La juste valeur des options a été déterminée en utilisant le modèle de valorisation Black & Scholes. La charge est répartie sur la période d'acquisition en contrepartie d'une augmentation des réserves.

Septembre 2010

6.5.13 Emprunts

Les emprunts sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, nette des commissions afférentes.

La part à moins d'un an des dettes financières est classée en dettes financières courantes

6.5.14 Impôts courants et différés

Un impôt différé est calculé pour toutes les différences temporaires existantes entre la valeur comptable inscrite au bilan consolidé et la valeur fiscale des actifs et passifs. Le taux d'impôt utilisé est celui que le Groupe s'attend à payer ou à recouvrer auprès des administrations fiscales et qui a été adopté ou quasi adopté à la date d'arrêté des comptes.

Les actifs et passifs d'impôts ne sont pas actualisés et sont classés au bilan en actifs et passifs non courants.

Les impôts différés actifs sont constatés s'il existe une réelle probabilité de récupération de ces impôts sur les exercices futurs.

Les montants d'impositions différées actives et passives sont compensés pour une même entité fiscale. A ce titre, un périmètre d'intégration fiscale est en vigueur dans le groupe.

- Groupe LACROIX SA

Le périmètre fiscal est détaillé en note 5.

Taux d'impôt par pays :

	Exercice 2010
Allemagne	30.18%
Espagne	28 à 30%
France	33.33%
Italie	33.00%
Pologne	19.00%
Tunisie (1)	

(1) Exonération temporaire jusqu'en 2015

6.5.15 Chiffre d'affaires

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsque les risques et avantages inhérents à la propriété des biens sont transférés à l'acheteur, et que leur montant peut être évalué de manière fiable.

6.5.16 Résultats par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires par le nombre moyen pondéré des actions en circulation au cours de l'exercice, à l'exclusion des actions achetées par la société et détenues à titre d'autocontrôle.

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice ajusté de la conversion des instruments dilutifs en actions ordinaires.

- Le groupe dispose d'une catégorie d'instrument dilutif : les stocks options.

6.5.17 Information sectorielle

L'information sectorielle du Groupe est présentée selon la notion de secteur d'activité. Le choix de ce niveau et sa décomposition reflètent le mode d'organisation du Groupe et les différences de risques et de rentabilité.

- Le secteur d'activité constitue le seul niveau d'information sectorielle du Groupe. Il a été retenu les 3 principaux secteurs d'activités suivants :
 - Signalisation
 - Télégestion
 - Electronique

7 Comparabilité des comptes

7.1 Changements comptables

Aucun changement de méthode comptable sur la période.

7.2 Variations de périmètre

7.2.1 Entrées de périmètre

Création de filiales sur la branche Signalisation :

- LACROIX PACIFIC (Nouvelle Calédonie)
- ISVIAL (Espagne)

Acquisition de l'entité BERKLEY PACKAGING

- L'impact de l'entrée de périmètre, fin septembre 2010, sur les comptes consolidés s'analyse en termes de données sociales sur la période :
 - Capitaux de K€ 348
 - Total bilan de K€ 579

7.2.2 Changements de méthodes de consolidation

Aucun changement de méthode de consolidation sur la période.

7.3 Acquisitions ou cessions de participations post-clôture

Entre la date de clôture et la date d'arrêté des comptes, le groupe est entré en discussion pour la cession de sa participation minoritaire dans la société ATLAS

- En application de la norme IFRS, les actifs et passifs de cette société sont regroupés sur une ligne spécifique du bilan (Note 8.15).

8 Explication des comptes du bilan et du compte de résultat et de leurs variations

Les tableaux ci-après font partie intégrante des comptes consolidés.

Sauf cas contraire, les montants sont exprimés en K€.

8.1 Goodwill

Entreprises concernées	Valeur brute			Dépréciation			Valeur nette	
	Ouverture	Variation	Clôture	Ouverture	Dotation	Clôture	Ouverture	Clôture
Branche SIGNALISATION	3 391	5	3 397				3 391	3 397
Branche TELEGESTION	1 487		1 487				1 487	1 487
Branche ELECTRONIQUE	10 876		10 876	5 991		5 991	4 885	4 885
Total	15 755	5	15 760	5 991		5 991	9 764	9 770

Le Groupe a procédé à la réalisation de test de dépréciation lors de la clôture, suite à l'actualisation des business plans. Sur la base des valorisations obtenues des UGT, aucune dépréciation n'a été pratiquée

8.1.1 Dépréciation des goodwill

Les paramètres suivants ont été appliqués pour la réalisation, sur l'exercice, des tests de dépréciation :

- Taux d'actualisation de 8.5%.
- Cash-flows calculés sur des plans à 3 ans (excepté pour la branche Electronique : 9 ans)
- Taux de croissance à l'infini de 2%

La sensibilité de la dépréciation du goodwill aux variations des hypothèses est présentée ci-dessous. Ces résultats sont vrais pour chacune des trois UGT :

	Variation	Impact GW
Variation du taux d'actualisation des FDT	0.50%	0
Variation du taux de croissance à l'infini	-0.50%	0

Septembre 2010

8.2 Immobilisations incorporelles

	Ouverture	Augment.	Diminut.	Variation périmètre	Ecart de conversion	Autres variations	Clôture
Valeurs brutes							
Frais d'établissement	9					(6)	4
Frais de recherche et développement	89						89
Concessions, brevets, licences, logiciels	3 087	340	(39)			328	3 715
Concess, brevets et logiciels en crédit-bail	2 926						2 926
Droit au bail	9						9
Autres immobilisations incorporelles	1 520	30	(87)		19	(324)	1 157
Avances et acomptes versés	15				0	(9)	7
Total	7 655	370	(127)		19	(11)	7 906
Amortissements et provisions							
Frais d'établissement	(6)					3	(4)
Frais de recherche et développement	(89)						(89)
Concessions, brevets, licences, logiciels	(2 353)	(305)	39			(127)	(2 746)
Concess, brevets et logiciels en crédit-bail	(1 452)	(267)				(147)	(1 866)
Droit au bail							
Autres immobilisations incorporelles	(1 263)	(100)	87		(15)	274	(1 016)
Avances et acomptes versés							
Total	(5 163)	(672)	127		(15)	3	(5 720)
Total Immobilisations incorporelles nette	2 492	(302)	(0)		4	(8)	2 186

8.3 Immobilisations corporelles

	Ouverture	Augment.	Diminut.	Variation périmètre	Ecart de conversion	Autres variations	Clôture
Valeurs brutes							
Terrains	2 598	30				28	2 655
Terrains en crédit-bail	574				5		579
Constructions	25 030	217	(160)		51	(19)	25 120
Constructions en crédit-bail	9 417				219		9 636
Installations techniques, mat. & out.	34 945	2 784	(1 191)	118	205	(476)	36 385
Instal, mat. & out. en crédit-bail	7 506		(341)	177	88	530	7 960
Autres immobilisations corporelles	12 755	1 037	(360)	150	26	40	13 648
Autres immo. corp. en crédit-bail							
Immobilisations corporelles en cours	202	501	(3)		3	(81)	622
Avances et acomptes	28	130			2	(28)	132
Total	93 054	4 699	(2 055)	445	599	(7)	96 736
Amortissements							
Terrains	(110)	(21)					(131)
Terrains en crédit-bail							
Constructions	(8 846)	(1 005)	104		(10)		(9 757)
Constructions en crédit-bail	(4 188)	(372)			(82)		(4 641)
Installations techniques, mat. & out.	(20 530)	(3 179)	1 327	(94)	(97)	64	(22 509)
Instal, mat. & out. en crédit-bail	(5 659)	(576)	256	(118)	(55)	(48)	(6 199)
Autres immobilisations corporelles	(8 001)	(993)	348	(99)	(16)	(1)	(8 764)
Autres immo. corp. en crédit-bail							
Immobilisations corporelles en cours							
Avances et acomptes							
Total	(47 334)	(6 145)	2 035	(312)	(260)	14	(52 002)
Total Immobilisations corporelles nettes	45 720	(1 446)	(20)	134	339	8	44 734

Septembre 2010

8.4 Actifs financiers non courants

	Ouverture	Augment.	Diminut.	Variation périmètre	Ecart de conversion	Autres variations	Clôture
Valeurs brutes							
Titres de participations (1)	106						106
Créances rattachées à des participations							
Autres titres immobilisés	3						3
Prêts	33	8					41
Dépôts et cautionnements	421	91	(29)	0			484
Total	563	99	(29)	0			633
Provisions pour dépréciation							
Titres de participations (1)	(25)						(25)
Créances rattachées à des participations							
Autres titres immobilisés							
Prêts							
Dépôts et cautionnements	(32)	(1)					(33)
Total	(57)	(1)					(58)
Total Actifs financiers non courants nets	506	98	(29)	0			575

(1) Détail des titres de participation présenté en Note 8.6

8.5 Participations dans les entreprises associées

Valeur au bilan et le détail des titres :

	% de détention	Exercice 2010
ISVIAL	33.3%	6
LACROIX PACIFIC	48.9%	10
Total		16

A noter sur la période : Reclassement de l'entité ATLAS sur la ligne « Actifs des activités destinées à être cédées » et les entrées de périmètres de deux entités (Note 7.2)

Les contributions aux capitaux propres et aux résultats consolidés sont les suivantes :

Filiales	Contribution aux capitaux propres consolidé	Contribution au résultat consolidé
ATLAS	247	(38)
ISVIAL		
LACROIX PACIFIC		
Total	247	(38)

Septembre 2010

8.6 Titres de participation non consolidés

8.6.1 Sociétés non consolidées

Le détail de la ligne « Titres de participation » présent dans la note 8.4 est le suivant :

Filiales non consolidées	Détail de la position nette	
	Valeurs brutes	Provisions Dépréciation
Ouverture	106	(25)
Variation		
Clôture (1)	106	(25)

(1) A la fin de l'exercice le solde représente, principalement, la participation dans les entités GERTRUDE (branche Signalisation) et SNU (branche Electronique – Note 5)

8.7 Stocks et en-cours

Les stocks et en-cours se présentent ainsi :

	Exercice 2010	Exercice 2009
Valeurs brutes		
Matières premières	35 044	24 190
En-cours	6 195	5 087
Produits intermédiaires et finis	10 348	9 022
Marchandises	2 011	1 685
Total	53 598	39 984
Provisions pour dépréciation		
Matières premières	(3 233)	(2 724)
En-cours	(71)	(130)
Produits intermédiaires et finis	(570)	(554)
Marchandises	(452)	(376)
Total	(4 326)	(3 784)
Total Stocks et en-cours nets	49 272	36 200

Septembre 2010

8.8 Créances clients

Les créances clients se décomposent de la manière suivante :

	Exercice 2010	Exercice 2009
Créances clients	77 091	68 378
Dépréciation	(2 900)	(2 867)
Total Créances clients nettes	74 191	65 511

8.9 Autres Créances et actifs courants

	Exercice 2010	Exercice 2009
Valeurs brutes		
Avances et acomptes versés	405	292
Créances sociales	157	148
Créances fiscales	5 204	3 945
Créances diverses	1 756	1 319
Charges constatées d'avance	1 485	1 178
Total	9 007	6 882
Provisions pour dépréciation		
Dépréciation		
Total Autres créances et actifs courants nets	9 007	6 882

8.10 Trésorerie et équivalents

	Exercice 2010	Exercice 2009
Valeurs mobilières de placement (1)	8 681	11 327
Disponibilités	4 215	3 055
Instruments financiers - Actif (2)		(42)
Total Trésorerie et Equivalents	12 896	14 340
Concours bancaires courants (Note 8.13.1)	(11 632)	(10 063)
Instruments financiers - Passif (2)	(1 150)	(328)
Total Trésorerie nette	114	3 949

(1) Contrat de liquidité détenu à 100% par le groupe pour une valeur de K€ 56. Les autres placements constitués de SICAV, de certificats de dépôt et d'autres produits de placement s'élèvent à K€ 8 625.

(2) Impact IAS 39 sur des Couvertures de change et des Swap de taux.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent la trésorerie en banque, la caisse et les dépôts à court terme ayant une échéance initiale de moins de trois mois.

8.11 Capitaux propres

8.11.1 Capital social de l'entité consolidante

Au 30 septembre 2010, le capital social se compose de 3 766 560 actions d'une valeur nominale de 6.64 €uros.

8.11.2 Variation des actions propres

Le nombre d'actions propres en circulation a évolué de la manière suivante :

	Exercice 2010
Ouverture	196 552
Acquisitions	14 175
Cessions	(14 375)
Clôture (1)	196 352

(1) La valeur des actions propres au 30 septembre 2010 déterminée sur la base de la moyenne des cours de bourse du mois de septembre 2010, et inscrite dans les comptes sociaux de Lacroix SA s'élève à K€ 2 799

8.11.3 Stock options

Des options d'achat d'actions ont été attribuées aux dirigeants et à certains salariés. Le prix d'exercice des options octroyées est égal à la moyenne des 20 derniers cours de bourse précédents la date d'octroi. Les options sont subordonnées à l'accomplissement de 4 années de services.

Le nombre d'options en circulation et leur prix d'exercice moyen pondéré sont détaillés ci-dessous :

	Exercice 2010		Exercice 2009	
	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options
Ouverture	20.36	101 328	21.19	89 328
Octroyés			17.01	21 000
Levées				
Non activable (suite départ)	22.05	(9 000)	20.70	(9 000)
Clôture	20.19	92 328	20.36	101 328

Septembre 2010

Les dates d'expiration et les prix d'exercice des options sur actions en circulation à la fin septembre 2010 sont détaillés ci-après :

Date des plans		Conditions	
Attribution	Début option	Prix d'exercice	Nombre d'actions
nov.-2005	nov.-2009	21.12	18 078
sept.-2006	sept.-2010	21.09	26 250
déc.-2006	déc.-2010	20.70	21 000
févr.-2008	févr.-2012	22.73	6 000
oct.-2008	oct.-2012	17.01	21 000
			92 328

Les options d'achats d'actions sont évaluées à leur juste valeur constatée dans le compte de résultat, sur la ligne frais de personnel sur la période d'acquisition des droits d'exercice pour les salariés.

La juste valeur est déterminée en utilisant le modèle de valorisation Black & Scholes, sur la base d'hypothèses déterminées par un actuair.

L'exercice des options ne pouvant intervenir qu'à l'issue de 4 ans de service, la charge de personnel correspondante est répartie sur 4 ans. Compte tenue des options attribuées, la charge s'élève à K€ 104 au titre du 30 septembre 2010.

8.12 Provisions pour risques et charges

8.12.1 Variation des provisions pour risques et charges

Cette variation s'analyse de la manière suivante :

	Ouverture	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Variation périmètre	Ecart de conversion	Autres variations	Clôture
Prov. pour indemnités fin carrière (1)	5 410	177	(35)		22	2	856	6 431
Prov. pour garantie clients	939		(187)					752
Prov. pour litiges (2)	970	8 605	(279)	(146)		7		9 156
Prov. pour Autres risques (3)	738	56						794
Total	8 057	8 837	(501)	(146)	22	9	856	17 134

(1) L'évaluation des indemnités de fin de carrière a été calculée par des actuaires indépendants selon la méthode des unités de crédit projetées.

Les hypothèses prises en comptes pour les calculs, sur le périmètre France, sont les suivantes :

- Taux d'actualisation de 4.25% (contre 4.95% en 2009)
- Inflation retenue de 2%,
- L'augmentation des salaires est de 3% (inflation incluse)

Septembre 2010

- Les tables de mortalité utilisées sont celle de l'INSEE Hommes et Femmes 2002,
- Afin de tenir compte de l'évolution des textes, l'âge de la retraite est de 62 ans pour les non cadres et de 65 ans pour les cadres. Au niveau du motif de départ : 100% des départs sont à l'initiative du salarié.
- Une probabilité de turn over selon la table ci-dessous :

	Signalisation	Télégestion	Electronique
Tranches d'âge			
- 25 ans	9.09%	16.67%	9.08%
de 25 à 39 ans	4.46%	12.06%	6.83%
de 40 à 55 ans	2.50%	3.54%	2.38%
+ 55 ans	-	-	-

Concernant le périmètre de l'Allemagne, les hypothèses suivantes ont été appliquées :

- Taux d'actualisation de 4.70% (contre 6.60% en 2009)
 - Inflation retenue de 2%,
 - L'augmentation des salaires est de 3%
 - Taux de turn over moyen de 3%:
 - Age de départ à la retraite est de 64 ans pour les non cadres et de 65 ans pour les cadres
- (2) Les provisions existantes en fin de période correspondent pour : K€ 854 à des litiges clients et/ou des retours pour garantie (Répartition par branche : K€ 90 sur la Signalisation, K€ 64 sur la Télégestion et K€ 700 sur l'Electronique) et pour K€ 7 720 au litige DGCCRF (note 8.12.2)
- (3) Dans le cadre d'exercice de stock options par des salariés de la branche Télégestion, le Groupe avait pris l'engagement de racheter ces titres sur demande des bénéficiaires. Le montant de K€ 794 correspond à l'évaluation, à fin septembre 2010, du coût de rachat théorique des dites actions.

8.12.2 Litige en cours

Au cours de l'exercice 2005/2006, une enquête a été diligentée par la DGCCRF concernant d'éventuelles pratiques anticoncurrentielles des principaux acteurs du marché de la signalisation.

Le 21 novembre 2008, le rapporteur auprès du Conseil de la concurrence, a adressé à la société LACROIX SIGNALISATION ainsi qu'aux autres sociétés concernées une notification de griefs relative à ces pratiques. A la suite de ce rapport, la société est entrée dans une procédure de non contestation de ces griefs et a pris des engagements précis et vérifiables auprès de la DGCCRF afin de garantir la conformité des pratiques de la société aux règles de la concurrence.

Le 22 décembre 2010, l'Autorité de la Concurrence a rendu son jugement, condamnant la société Lacroix Signalisation à une amende de 7,72 M€ (sur un montant total de condamnations de 52.7 M€ pour la profession).

Ce montant a été intégralement provisionné dans les comptes clos au 30 septembre 2010.

8.13 Emprunts et dettes financières

8.13.1 Nature et échéance des emprunts et dettes financières

Les dettes financières peuvent être ventilées par échéance de la manière suivante :

	Exercice 2010	Exercice 2009	Echéancier 2010 (1)	
			< 1 an (Courant)	> 1 an (non Courant)
Emprunts et dettes auprès des Ets. de crédit	14 961	21 036	5 017	9 944
Emprunts issus de crédit bail	2 302	3 643	998	1 304
Dettes financières diverses (2)	6 098	6 172	2 859	3 239
Concours bancaires courants	11 632	10 063	11 632	0
Total emprunts et dettes financières	34 993	40 913	20 506	14 487

(1) Part « non courant » des dettes financières : dont K€ 1 258 à plus de 5 ans

(2) Dont C/C VINILA INVESTISSEMENTS (actionnaire) pour K€ 1 161, contre K€ 973 en 2009.

8.13.2 Variation des emprunts et dettes financières

	Ouverture	Augmenta- tion	Diminution	Variation périmètre	Ecarts de conversion	Autres variations	Clôture
Emprunts et dettes auprès Ets. de crédit (1)	21 036	425	(7 685)	29		1 156	14 961
Emprunts issus de location-financement	3 643		(1 414)		73		2 302
Dettes financières diverses	6 172	1 782	(718)			(1 138)	6 098
Concours bancaires courants	10 063	1 341			228		11 632
Total variation emprunts et dettes financ	40 913	3 548	(9 816)	29	301	18	34 993

(1) Dans le cadre du financement de ses futurs investissements, y compris de croissance externe, le Groupe dispose d'une enveloppe de K€ 25 000 à ce jour. Ces fonds, assortis d'aucune garantie attachée ni covenant, sont disponibles sur demande et remboursables sur 5 ans.

Les variations d'écart de conversion proviennent de la filiale polonaise.

8.13.3 Ventilation par taux

La décomposition de la dette entre taux fixe et taux variable est la suivante :

	Exercice 2010	Exercice 2009
Emprunts à taux fixe	1 882	7 746
Emprunts à taux variable	15 381	16 933
Total emprunts	17 263	24 678

Septembre 2010

8.13.4 Ventilation par principales devises

La ventilation des dettes entre euros et autres devises se présente comme suit :

	Exercice 2010	Exercice 2009
Emprunts libellés en euro	17 263	24 678
Emprunts libellés en devises étrangères		
Total emprunts	17 263	24 678

8.14 Passifs courants

Les autres passifs courants se composent des éléments suivants :

	Exercice 2010	Exercice 2009
Fournisseurs	37 887	24 235
Fournisseurs d'immobilisations	139	243
Avances et acomptes reçus sur commande	1 431	919
Dettes fiscales et sociales	23 075	19 494
Dettes diverses	1 720	1 831
Produits constatés d'avance	960	410
Total autres passifs à court terme	65 212	47 132

8.15 Activités destinées à être cédées

Dans le cadre de l'application de la norme IFRS 5, et dans la continuité de la note 7.3 « acquisitions et cessions de participations pot-clôture », il est mentionné l'impact en terme de présentation du reclassement d'ATLAS:

- K€ 218 de titres mis en équivalence vers la ligne « actifs des activités destinées à être cédées ».

Septembre 2010

8.16 Personnel

8.16.1 Charges liées au personnel

	Exercice 2010	Exercice 2009
Traitements et salaires	50 554	49 047
Charges sociales	18 464	17 609
Interessement et participation	2 131	1 879
Charges d'intérim	5 987	4 210
Charges de retraites	141	385
Paiements en actions	104	211
Total des Charges liées au personnel	77 381	73 341

8.16.2 Effectif moyen

L'effectif moyen employé se décompose comme suit :

(*)	Signalisation		Télégestion		Electronique		Ensemble Groupe	
	Exercice 2010	Exercice 2009	Exercice 2010	Exercice 2009	Exercice 2010	Exercice 2009	Exercice 2010	Exercice 2009
Cadres	132	126	67	62	201	176	399	364
Techniciens	129	125	28	38	300	274	456	437
Employés	184	172	21	23	95	85	300	280
Ouvriers	316	311	2	2	1 071	914	1 389	1 227
Total Effectifs salariés	761	735	118	125	1 666	1 449	2 545	2 309
Mise à disposition (1)	128	107	1	1	34	24	163	132
Total Effectifs opérationnels	889	842	119	126	1 700	1 473	2 708	2 441

(1) Equivalents Temps plein relatifs aux charges d'intérim

(*) Effectif des entités consolidées en intégration globale

8.17 Dotations aux amortissements et provisions nettes de reprises

Le montant des dotations aux amortissements et aux provisions, nettes de reprises, figurant en résultat opérationnel courant peut être détaillé de la manière suivante :

	Exercice 2010	Exercice 2009
Dotations et reprises nettes sur actifs non courants	(5 205)	(4 791)
Dotations et reprises nettes sur crédit bail	(1 215)	(1 273)
Dotations et reprises nettes sur stocks (1)	(1 229)	(759)
Dotations et reprises nettes sur autres actifs courants	(29)	(540)
Dotations et reprises nettes sur Risques et charges	17	8
Dotations et reprises nettes sur autres		
Total dotations aux amortis. et aux provisions nettes	(7 661)	(7 354)

(1) Hors reprises relatives aux mises au rebut, imputées sur les achats consommés

8.18 Autres produits et charges opérationnels

	Exercice 2010	Exercice 2009
Cession d'immobilisations financières		164
Cession de titres consolidés (1)		755
Dépréciation de goodwill (2)		(4 123)
Litige DGCCRF (Note 8.12.2)	(7 720)	
Total	(7 720)	(3 203)

(1) Opérations SDS/SECTRA et LEONE sur l'exercice 2009

(2) Branche Electronique

8.19 Charges et produits financiers

Le résultat financier se décompose comme suit :

	Exercice 2010	Exercice 2009
Produits et charges financiers (1)	(1 182)	(2 081)
Résultat de change	(271)	(502)
Dotations aux provisions nettes de reprises	(57)	(2)
Résultat sur cessions de VMP	18	78
Total Résultat financier par nature	(1 492)	(2 507)
Synthèse		
Total des produits	3 698	5 639
Total des charges	(5 191)	(8 146)
Total Résultat financier	(1 492)	(2 507)

Septembre 2010

(1) Dont K€ 396 de charges constatées sur la période, relatives à des instruments financiers de couverture de taux, contre K€ 572 de charges au titre de septembre 2009

8.20 Impôts sur les bénéfices

8.20.1 Analyse de l'impôt sur les sociétés

L'impôt sur les sociétés s'analyse de la façon suivante :

	Exercice 2010	Exercice 2009
Impôt exigible	(2 432)	(2 095)
Impôts différés	(671)	(809)
Impôts sur les résultats	(3 104)	(2 904)

8.20.2 Preuve d'impôt

Rationalisation de l'impôt	Exercice 2010
Résultat net de l'ensemble consolidé	828
Neutralisation de la QP des résultats Stés ME	38
Neutralisation des dot. Sur Goodwill	
Résultat retraité des sociétés ME	867
Impôts sur les résultats (1)	3 104
<i>Résultat net avant impôt</i>	<i>3 970</i>
<Impôt théorique au taux en vigueur> (2)	1 323
Différence d'impôt (1) - (2)	1 781

Le rapprochement entre l'impôt sur les sociétés figurant au compte de résultat et l'impôt théorique qui serait supporté sur la base du taux en vigueur en France s'analyse comme suit :

Analyse de cette différence d'impôt		Charges	Produits
Effets des différences permanentes entre les résultats consolidés et résultats imposables		3 008	
Reports déficitaires utilisés au cours de l'exercice			
Pertes de filiales fiscalement déficitaires		126	
Taux d'impôt réduits ou majorés pour certaines catégories d'opérations		52	42
Taxation des résultats des sociétés étrangères à des taux différents		58	1 159
Crédit d'impôt recherche	(1)		263
Total		3 244	1 464
Différence nette		1 781	

(1) L'économie d'IS relative au CIR a été reclassée dans les charges par nature pour K€ 789.

8.20.3 Analyse de l'impôt différé

Le détail des impôts différés actif et passif est le suivant :

	Ouverture	Impact réserves	Impact résultat	Autres variations	Clôture
Impôts différés Actifs					
Organic et Effort de construction	79		4		83
Participation des salariés	194		18		211
Indemnités de départ à la retraite	970	266	21		1 257
Marges sur stocks	222		(13)		209
Pertes reportables (1)	1 374		(98)		1 276
Autres (2)	1 424		103		1 528
Compensation IDA/IDP (*)	(1 707)			(453)	(2 160)
Total IDA	2 556	266	35	(453)	2 404
Impôts différés Passifs					
Provisions réglementées	2 056		399		2 455
Location-financement	1 526		72	12	1 611
Méthode Amortis. Actifs non courants	515		(157)		358
Autres (3)	1 314		392	15	1 721
Compensation IDA/IDP (*)	(1 707)			(453)	(2 160)
Total IDP	3 704		707	(425)	3 985
Total ID nets	(1 147)	266	(671)	(28)	(1 581)

(1) Selon les hypothèses retenues par le Groupe et l'actualisation des business plan.

(2) Dont K€ 177 sur cessions internes

(3) Dont K€ 644 de justes valeurs sur actifs immobiliers

(*) Cette rubrique permet, après analyse globale des IDA et IDP nets par nature, de tenir compte des positions individuels et de la présentation bilancielle du fait de l'existence d'un périmètre fiscal (Note 6.5.13)

9 Autres informations

9.1 Degré d'exposition du groupe aux risques financiers

9.1.1 Risque de change

En dehors de la branche Electronique, le Groupe n'est pas exposé aux risques de change.

En ce qui concerne cette branche, le risque de change concerne principalement les achats réalisés en USD et en PLN.

- Concernant les achats en USD, la société dispose de contrats avec ses principaux clients permettant d'ajuster le prix de vente des produits en fonction de l'évolution de la parité EUR/USD. En conséquence, le risque de change est éteint sur cette partie. Concernant le solde, la société recourt à des couvertures partielles de ses besoins pour couvrir un taux objectif fixé à chaque exercice budgétaire.
- Concernant les dépenses en PLN, il s'agit principalement des salaires des salariés polonais et de quelques achats locaux. La politique groupe consiste à réaliser des couvertures à terme sur la base des besoins prévisionnels.

De manière générale, le recours aux instruments financiers intervient dans le strict cadre des besoins nécessaires à l'activité, à l'exclusion de toute optique spéculative.

9.1.2 Risque de taux

La note 8.13 « Emprunts et dettes financières » permet de constater que sur K€ 17 263 de dettes, K€ 1 882 sont à taux fixe et K€ 15 381 à taux variable.

Le Groupe met en place des instruments financiers pour limiter ce risque. A fin septembre 2010, la part des financements à taux variable couverte par des swaps représente 84% du nominal.

9.1.3 Risque de liquidité

Sur l'ensemble des financements mis en place, aucun n'est assorti de covenant.

Pour rappel, dans le cadre de ses futurs investissements, y compris de croissance externe, le Groupe dispose d'une enveloppe de crédits confirmée pour un montant de K€ 25 000 à ce jour.

Septembre 2010

9.1.4 Risque de crédit

Chacune des trois branches d'activité du Groupe dispose d'un contrat d'assurance crédit propre, lui permettant de se couvrir sur ses clients potentiellement à risque.

La typologie des clients par secteur d'activité est la suivante :

Branches	Typologie des principaux clients
Signalisation	Administrations et Entreprises significatives de Travaux publics
Télégestion	Organismes publics et Grands acteurs de la gestion de l'eau
Electronique	Sociétés françaises et étrangères à dimension internationale

9.1.5 Risque sur le Capital

Le groupe suit de près son capital en contrôlant l'évolution de son ratio d'endettement.

	Exercice 2010	Exercice 2009
Emprunts et dettes financières	23 361	30 850
Concours bancaires courants	11 632	10 063
Autres Dettes financières nettes	(168)	90
Trésorerie et Equivalents (Note 8.10)	(12 896)	(14 340)
Endettement net	21 930	26 663
Capitaux propres	83 704	84 182
Ratio d'Endettement	26.2%	31.7%

9.1.6 Classement des actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur en fonction des niveaux de juste valeur

Le groupe ne présente pas de tableau détaillé sur la hiérarchisation de la juste valeur de ses actifs et passifs financiers, selon les 3 niveaux définis par la norme IFRS 7 révisée :

- L'évaluation de la juste valeur repose sur une valorisation s'appuyant sur des données observables, dont la plus part sont externes au Groupe.

Septembre 2010

9.2 Informations sectorielles

9.2.1 Compte de résultat consolidé

Les résultats par secteur d'activité, pour la période close au 30 septembre 2010, sont détaillés ci-dessous :

	Signalisation		Télégestion		Electronique		Eliminations		Ensemble Groupe	
	Exercice 2010	Exercice 2009	Exercice 2010	Exercice 2009	Exercice 2010	Exercice 2009	Exercice 2010	Exercice 2009	Exercice 2010	Exercice 2009
Produits des activités ordinaires										
Ventes à des clients externes	110 068	104 302	25 557	22 541	132 403	115 643	19		268 047	242 486
Ventes entre secteurs	(212)	(168)	(115)	(128)	(3 768)	(3 190)			(4 095)	(3 486)
Total produits des activités ordinaires	109 856	104 134	25 442	22 413	128 635	112 453	19		263 952	239 000
Résultat opérationnel courant	5 171	4 973	6 031	4 385	2 251	(227)	(270)	(261)	13 183	8 870

Les autres éléments du compte de résultat ventilés par secteur sont :

	Signalisation		Télégestion		Electronique		Eliminations		Ensemble Groupe	
	Exercice 2010	Exercice 2009	Exercice 2010	Exercice 2009	Exercice 2010	Exercice 2009	Exercice 2010	Exercice 2009	Exercice 2010	Exercice 2009
Dotations nettes aux amortis et prov.										
Amortis. nets des actifs non courants	(2 665)	(2 219)	(328)	(325)	(3 423)	(3 516)	(5)	(4)	(6 421)	(6 064)
Dépréciat.nettes des actifs courants	(482)	(271)	(78)	2	(680)	(1 021)			(1 240)	(1 290)
Total	(3 147)	(2 490)	(406)	(323)	(4 103)	(4 537)	(5)	(4)	(7 661)	(7 354)

9.2.2 Bilan consolidé

Le tableau ci-dessous détaille les actifs et les passifs sectoriels, ainsi que les acquisitions d'actifs non courants de la période :

	Signalisation		Télégestion		Electronique		Eliminations		Ensemble Groupe	
	Exercice 2010	Exercice 2009	Exercice 2010	Exercice 2009	Exercice 2010	Exercice 2009	Exercice 2010	Exercice 2009	Exercice 2010	Exercice 2009
Actifs sectoriels										
Actifs non courants	23 279	22 832	5 075	5 294	28 842	30 341	68	15	57 265	58 482
Actifs courants	59 790	52 680	8 413	7 437	67 795	50 310	9 366	12 506	145 365	122 933
Autres actifs non affectés	422	968	152	182	1 845	1 663			2 420	2 813
Actifs des activités destinées à être cédés	218								218	
Total des actifs sectoriels	83 710	76 480	13 640	12 913	98 482	82 314	9 435	12 521	205 268	184 227
Passifs sectoriels										
Passifs non courants	4 679	5 518	2 224	2 226	610	4 976	6 974	9 499	14 487	22 219
Passifs courants	17 292	11 062	(258)	245	58 657	39 527	10 027	14 993	85 718	65 827
Autres passifs non affectés	11 844	3 812	1 846	1 613	7 663	6 526	4	49	21 358	12 000
Passifs des activités destinées à être cédées										
Total des passifs courants et non courants	33 815	20 392	3 812	4 084	66 930	51 029	17 005	24 540	121 563	100 045
Acquisitions actifs non courants (1)	2 978	1 262	112	194	1 921	2 110	58		5 069	3 566

(1) y/c les acquisitions sur contrat de crédit bail

Septembre 2010

9.3 Engagements hors bilan

Les engagements donnés ou reçus par le groupe se ventilent de la manière suivante :

Catégorie d'engagement	Exercice 2010	Exercice 2009
Engagements donnés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 013	6 928
Emprunts issus de crédit bail	2 302	3 643

L'ensemble de ces dettes est garanti par des sûretés réelles.

Aucun des financements mis en place n'est assorti de covenant.

9.4 Évènements postérieurs à la clôture

Aucun événement n'est intervenu postérieurement à la clôture des comptes.

9.5 Parties liées

9.5.1 Transactions avec les entreprises liées

Les entreprises liées sont des sociétés associées dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable et pour lesquelles les transactions ne sont pas significatives.

Par ailleurs, la note 8.13.1 fait état de l'existence d'une dette (Compte courant) envers un des actionnaires.

9.5.2 Rémunération des dirigeants

Les rémunérations allouées, au titre de l'exercice, aux membres des organes de direction, d'administration et de surveillance à raison de leurs fonctions dans le Groupe, se répartissent de la manière suivante :

9.5.2.1 Membres du Directoire

	Exercice 2010	Exercice 2009
Avantage à court terme	817	534
Avantage postérieurs à l'emploi	147	134
Autres avantages à long terme (1)	345	315
Indemnités de fin de contrat de travail		
Païement en actions.	19	26
Total	1 328	1 008

(1) y/c Indemnité relative au mandat du président du directoire : Explications données dans la Note « Mandataires sociaux » du Rapport de gestion du Directoire.

Septembre 2010

9.5.2.2 Membres du Conseil de Surveillance

	Exercice 2010	Exercice 2009
Avantage à court terme	34	256
Avantage postérieurs à l'emploi		18
Autres avantages à long terme		
Indemnités de fin de contrat de travail		
Paiement en actions.		
Total	34	275

9.6 Honoraires des Commissaires aux comptes

Le tableau ci-dessous présente le détail des honoraires des auditeurs et des membres de leurs réseaux pris en charge par le Groupe selon le format AMF 2006-10.

	Réseau Ernst & Young				Atlantique Révision Conseil			
	2010	%	2009	%	2010	%	2009	%
Audit								
Commissariat aux comptes	263	98%	259	83%	34	97%	33	100%
Emetteur	34		33		34		33	
Filiales intégrées globalement	229		226					
Missions accessoires	5	2%	54	17%	1	3%		
Emetteur	5		54		1			
Filiales intégrées globalement								
Sous-total Audit	268	100%	313	100%	35	100%	33	100%
Autres prestations								
Juridique, fiscal, social								
Autres prestations								
Sous-total Autres prestations								
Total	268	100%	313	100%	35	100%	33	100%

(1) Dont K€ 572 de charges constatées sur la période, relatives à des instruments financiers de couverture de taux.

**ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE DES
ACTIONNAIRES DU 15 FEVRIER 2011**

RAPPORT DE GESTION DU DIRECTOIRE

1 Groupe LACROIX

1.1 Résultats consolidés

Le chiffre d'affaires de l'exercice clos au 30 septembre 2010 s'est élevé à 264 M€, en progression de 10,5 % par rapport à l'exercice précédent, l'Electronique et la Télégestion avec respectivement 14,4 % et 13,5 % de croissance étant les principaux acteurs de cette évolution. Quant à la Signalisation, elle affiche une hausse encore soutenue de 5,6 %.

Aussi, le résultat opérationnel courant d'un montant de 13,2 M€ est en hausse de près de 50 %, l'Electronique et la Télégestion étant à nouveau les principaux contributeurs à cette évolution.

Le résultat opérationnel d'un montant de 5,5 M€ est d'un niveau comparable à celui de 5,7 M€ affiché l'exercice précédent. Il prend en compte la totalité du montant de l'amende décidée par l'autorité de la concurrence pour des pratiques anticoncurrentielles antérieures à 2006 dans la Signalisation pour un montant de 7,7 M€. Compte tenu de l'avancement de la procédure, cette amende n'avait pas fait l'objet de provisions sur les exercices précédents.

Le résultat financier, négatif de 1,5 M€ s'améliore de 1 M€ par rapport à l'exercice précédent (-2,5 M€). Cette évolution est principalement liée à un meilleur résultat sur les opérations de change et de financement.

La charge d'impôt est d'un montant équivalent à celle enregistrée au 30 septembre 2009. Elle tient compte de la non déductibilité de l'amende mentionnée plus haut.

Après une prise en compte de 0,1 M€ de résultat de sociétés mises en équivalence et d'intérêts minoritaires, le résultat consolidé part du groupe ressort à 0,7 M€ contre 0,2 M€ affiché l'exercice précédent.

1.2 Activité par branche

Les trois branches du Groupe (Signalisation, Télégestion, Electronique) ont évolué de la manière suivante :

1.2.1 Branche Signalisation

Activité historique du Groupe, elle a représenté en 2010, 42 % du chiffre d'affaires consolidé. Son métier est de concevoir, fabriquer, commercialiser, installer et maintenir des équipements de signalisation routière et urbaine, statiques (panneaux de police, directionnel, temporaire) ou dynamiques (panneaux à messages variables, feux de carrefour).

Son offre s'étend à des secteurs tels que la signalisation touristique, les bornes d'informations et certains mobiliers urbains (bancs, abribus, abri vélos...).

Gérant plus de 40 000 références pour des milliers de clients, elle s'appuie à la fois sur une logistique efficace grâce notamment à un système d'information performant (SAP), des outils industriels complémentaires alliant productivité et réactivité, tant pour les sites de Saint Herblain (44), Artigues (33), Saint Eloy (63) ou Bilbao (Espagne) pour la signalisation statique que pour celui de Carros (06) pour la signalisation dynamique.

Septembre 2010

En France, 11 agences commerciales avec 36 commerciaux assurent la vente de nos produits. En Espagne, 6 agences de 8 commerciaux jouent ce même rôle.

De plus, associée à nos produits, une offre de services complète permet à notre clientèle de disposer d'une offre couvrant l'ensemble de la signalisation routière (fourniture de panneaux, pose, balisage de chantier, maintenance etc...). LACROIX SIGNALISATION se positionne ainsi, non comme simple fabricant mais comme un véritable spécialiste de la signalisation routière.

Dans un contexte économique restant difficile, les faits majeurs de l'exercice ont été les suivants :

- Une hausse du chiffre d'affaires de 5,5 % favorisée notamment en France par la montée en puissance de notre nouvelle gamme de signalisation de police LX3 et la croissance des services (+ 35 %). En Espagne, la forte hausse du chiffre d'affaires (+35%) est principalement imputable à la réalisation d'un marché exceptionnel de 2,2 M€.

Hors cet impact, la hausse s'élève néanmoins à plus 7%, malgré une conjoncture économique très défavorable. Ces évolutions confirment ainsi la pertinence de notre offre sur les marchés Français et Espagnol.

- Un résultat opérationnel courant s'élevant à 5,2 M€ en hausse de 4 % par rapport à l'exercice précédent. Cette évolution favorable est issue de la bonne performance de la signalisation statique et dynamique. Elle a néanmoins été bridée par les difficultés rencontrées dans certaines filiales de services, liées à une organisation et des compétences insuffisamment adaptées aux exigences du marché. Cela ne remet pas en cause la pertinence du concept et les capacités de cette activité à accompagner efficacement le développement de la Signalisation.

Enfin, le résultat opérationnel est fortement impacté par la prise en compte de la totalité de l'amende infligée par l'Autorité de la Concurrence soit 7,7 M€. Il est donc logiquement négatif (2.6 M€). Il s'élevait à 5.9 M€ au 30 septembre 2009.

Malgré un environnement demeurant très difficile, compte tenu notamment des restrictions budgétaires, l'exercice en cours peut être envisagé avec confiance. En effet les avantages concurrentiels de cette activité (réactivité, proximité, compétitivité et pertinence de notre offre de produits et services) dans un tel contexte deviennent de réels atouts.

Aussi, la capacité à générer un cash-flow largement positif se confirmera une nouvelle fois cette année.

Les chiffres caractéristiques de la branche sont les suivants : (en contributif)

En K€	N	N-1
Chiffre d'affaires	109 856	104 134
Résultat opérationnel courant	5 171	4 973
Résultat net	(5 144)	3 873
Capacité d'autofinancement	5 241	6 158
Investissements nets	3 049	1 141

Septembre 2010

1.2.2 Branche Télégestion

Le métier de la branche est de concevoir et commercialiser des systèmes permettant de surveiller, commander et gérer à distance des installations techniques réparties ou isolées de réseaux d'eau.

Elle réalise près de 10 % du chiffre d'affaires consolidé du Groupe (25,4 M€) et contribue d'une manière récurrente et significative aux résultats consolidés. Le bureau d'études s'appuyant sur une veille technologique constante est au cœur de ce métier qui nécessite des compétences pointues en automatisme, électronique et systèmes de télécommunication. Avec des partenaires, ce sont près de 40 techniciens et ingénieurs qui conçoivent et améliorent nos systèmes. Ses besoins industriels sont principalement confiés à la branche Electronique du Groupe.

Leader en France avec près de 80 % de parts de marché, cette branche entend conserver ses positions sur le marché domestique en maintenant sa rentabilité tout en se développant à l'export. A cet effet, elle dispose de filiales en Italie et en Espagne ainsi que d'un réseau de distributeurs en Europe et au Maghreb.

Dans ce contexte, les faits majeurs de l'exercice ont été les suivants :

- Tout d'abord, une excellente performance en France, avec un chiffre d'affaires en progression de près de 15 %. Cette évolution a été favorisée par le développement du génie climatique (+ 34 % à 3,4 M€), mais aussi de l'eau qui, avec 16,3 M€ de chiffre d'affaires progresse de plus de 12 %, taux largement supérieur à celui du marché. La pertinence de notre offre et la proximité des équipes auprès de nos clients en sont les principales raisons.

- Une hausse de près de 9 % de notre chiffre d'affaires à l'export qui atteint 4,7 M€. La filiale espagnole retrouve une exploitation à l'équilibre et l'Italie, pénalisée par des coûts non récurrents de réorganisation reste encore légèrement déficitaire.

L'ensemble de ces éléments a permis à cette branche d'atteindre un résultat opérationnel courant de 6 M€, en progression de 37 % par rapport à l'exercice précédent.

Les perspectives de cette branche pour l'exercice en cours sont très bien orientées, tant en France (eau et génie climatique) qu'à l'export où à partir de la mi exercice elle disposera d'une gamme spécifique. Cette évolution favorable sera amplifiée par l'obtention en 2010 d'un marché important (1,2 M€) pour la ville de Ryad.

Les chiffres caractéristiques de la branche sont les suivants :
(en contributif)

En K€	N	N-1
Chiffre d'affaires	25 442	22 413
Résultat opérationnel courant	6 031	4 385
Résultat net	3 840	2 511
Capacité d'autofinancement	4 168	3 248
Investissements nets	110	105

Septembre 2010

1.2.3 Branche Electronique

Première activité du Groupe en terme de chiffre d'affaires (48 %) et d'effectifs (1 666), son métier est de concevoir et fabriquer des ensembles électroniques en petites et moyennes séries majoritairement pour des industriels externalisant tout ou partie de cette fonction.

C'est un marché qui reste structurellement en croissance. Nourri par les exigences de plus en plus pointues réclamées à l'Electronique (fonctionnalités, miniaturisation, compétitivité), il nécessite d'être confié à des spécialistes tels que LACROIX ELECTRONIQUE.

Pour cela, outre la conception, cette branche doit être capable de développer, d'industrialiser, d'acheter des composants et de produire dans les meilleures conditions de réactivité, productivité et de qualité. Elle s'appuie donc sur près de 50 techniciens et ingénieurs pour la conception et de 4 sites de production complémentaires (France, Allemagne, Pologne, Tunisie) répondant aux fortes exigences de marchés tels que l'aéronautique, le médical ou l'automobile.

Dans un contexte de reprise progressive du marché, les faits majeurs de l'exercice ont été les suivants :

Une hausse importante du chiffre d'affaires s'élevant à 128 M€ (+ 14%) qui s'est accéléré au cours du second semestre (+22% par rapport au second semestre 2009), malgré une pénurie de composants bridant cette évolution. L'ensemble des sites a participé à cette progression. Seul le bureau d'études a subi une baisse due aux reports de projets importants.

Logiquement le ROC, qui a atteint 2,3 M€, affiche une progression de 2,5 M€ par rapport à l'exercice précédent. Le second semestre a accéléré cette évolution favorable puisqu'il a plus que doublé par rapport au premier semestre (1.6 M€ contre 0.7 M€ en S1).

Les tendances à la hausse devraient se confirmer au cours de l'exercice en cours, y compris dans les études. La conquête de 12 nouveaux clients en 2010 dont l'impact en terme d'activité débutera en 2011 ainsi que les bonnes perspectives issues de nos clients existants, devraient générer une hausse très significative du chiffre d'affaires et du résultat.

Comme annoncé, cette branche de part son positionnement, ses outils, son organisation et ses compétences offrent des perspectives favorables à court et moyen terme.

Les chiffres caractéristiques de la branche sont les suivants :
(en contributif)

En K€	N	N-1
Chiffre d'affaires	128 634	112 453
Résultat opérationnel courant	2 251	(227)
Résultat net	407	(5 835)
Capacité d'autofinancement	3 830	1 909
Investissements nets	1 697	1 364

1.3 Activité Recherche & Développement

Les branches Signalisation et Télégestion sont les plus concernées par les activités Recherche & Développement dont le coût annuel comptabilisé en charge d'exploitation reste stable à 3 M€ environ.

1.4 Situation Financière

La CAF générée par l'exploitation est de 15,6 M€. L'augmentation du BFR de 4,9 M€ provient principalement de la constitution de stocks de sécurité générée par la pénurie de composants dans l'Electronique. Malgré cela le Gearing est ramené à 0,26 à comparer au 0,32 de l'exercice précédent.

Il prend en compte des investissements nets pour un montant de 5,2 M€ principalement alloués à l'amélioration de nos process industriels.

En prenant en compte le paiement de l'amende de 7,7 M€ le Gearing s'élève à 0,35, ce qui ne remet donc pas en cause la capacité d'investissements ni les perspectives de croissance du Groupe.

De plus au 30 Septembre 2010, LACROIX dispose de 25 M€ de crédits confirmés de 5 à 7 ans non utilisés, n'ayant fait l'objet d'aucune garantie ni covenants.

Hors croissance externe, le Gearing devrait à nouveau s'améliorer au cours de l'exercice.

1.5 Perspectives

Si la Signalisation devrait connaître une relative stabilité en 2011, les perspectives de la Télégestion et de l'Electronique sont très bien orientées et devraient permettre au Groupe d'afficher une progression significative de son chiffre d'affaires et de son résultat.

2 Lacroix SA

2.1 Activité de la société

Société mère du Groupe, elle assure dans le cadre de la gestion de ses actifs, les fonctions de contrôle et de coordination de chacune des trois branches : Direction générale, finances, développement, consolidation et communication.

Les recettes, hors dividendes, sont générées par des redevances perçues de ses filiales en contre partie des services décrits ci-dessus.

Son chiffre d'affaires au 30 septembre 2010 s'est élevé à 1 150 K€, en progression logique par rapport à l'exercice précédent compte tenu de l'évolution du chiffre d'affaires du Groupe.

Le résultat d'exploitation, négatif de 162 K€ est très largement compensé par le résultat financier positif de 2 636 K€, principalement issu de la perception de 3 693 K€ de dividendes en provenance des filiales. Rappelons qu'au 30 septembre 2009, le résultat financier était négatif de 338 K€.

Le résultat courant avant impôt d'un montant de 2 474 K€ est à comparer au résultat négatif de -388 K€ de l'exercice précédent.

Septembre 2010

Après prise en compte d'un produit d'impôt de 2 566 K€ lié à la position de tête de Groupe intégrée fiscalement, le résultat net affiche un bénéfice de 5 042 K€ à comparer au 604 K€ atteint l'exercice précédent.

2.2 Charges non déductibles fiscalement

Les dépenses et charges non déductibles fiscalement s'élèvent, à la clôture de l'exercice, à un montant global de 15 063 euros. Ce montant correspond à la part non déductible des loyers sur les véhicules de tourisme utilisés par la société.

L'impôt supporté par la société à ce titre s'élève à 5 020 euros.

2.3 Informations sur les délais de paiement

Au 30 septembre 2010, le solde des dettes fournisseurs par échéance se décompose de la manière suivante :

Délais de paiement des fournisseurs	Montant en €	Nombre de Factures	% Valeur
Échéance < 0 jour	30 725	5	16.10%
Échéance 0 à 30 jours	120 868	21	63.34%
Échéance 30 à 90 jours	39 233	5	20.56%
Échéance > 90 jours	0	0	0.00%
	190 826	31	100.00%

3 Éléments susceptibles d'avoir une influence en cas d'OPA

Selon les dispositions des articles L 233-13 et L 225-100-3 du Code de commerce, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

3.1 Structure du capital de la société

Le 30 septembre 2010, le capital de la société s'établit à 25 000 000 euros réparti en 3 766 560 titres.

La structure du capital social est la suivante :

	% du capital	% des droits de vote*
Famille BEDOUIN	69.01%	80.01%
Autodétention (**)	5.21%	
Public	25.78%	19.99%

(*) droits de vote exerçables

(**) dont actions détenues au titre du contrat de liquidité

3.2 Franchissement de seuils

Conformément à l'article 8 des statuts, tout actionnaire venant à posséder au moins 2% du capital est tenu d'en informer la société sous 15 jours par lettre recommandée avec AR, cette obligation de déclaration concerne chaque fraction de 2% de détention du capital.

3.3 Participations significatives

Les sociétés SALVEPAR et TOCQUEVILLE FINANCE SA détiennent respectivement 5.02% du capital représentant 6.41% des droits de vote et 5.06% du capital représentant 3.24% des droits de vote.

3.4 Droits de vote double

L'article 10 des statuts attribue un droit de vote double à toutes les actions entièrement libérées justifiant d'une inscription nominative depuis trois ans au moins.

3.5 Mécanisme de contrôle

A l'exception du droit de vote double attribué, il n'existe pas de titres comportant de prérogatives particulières.

Il n'existe pas non plus de mécanismes de contrôle prévus dans un système d'actionnariat du personnel ni d'accords entre actionnaires dont la société a connaissance et qui peuvent entraîner des restrictions au transfert d'actions.

3.6 Pouvoirs du Directoire en matière de rachat d'actions

L'Assemblée Générale délègue chaque année au Directoire le pouvoir de procéder, conformément aux dispositions des articles L 225-209 et suivants du code de commerce, au règlement européen n°2273/2003 du 22 décembre 2003 et aux articles 241-1 à 241-7 du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers, à des achats d'actions de la société dans la limite de 10% du capital social.

3.7 Auto-détention

Depuis 2005, la société a confié la mise en œuvre d'un contrat de liquidité conforme à la Charte de déontologie de l'AFEI approuvée par l'instruction de l'Autorité des Marchés Financiers du 22 mars 2005, à la société de bourse PORTZAMPARC.

Au 30 septembre 2010, la société auto-détenait 191 775 actions LACROIX SA et 4 577 actions au titre du contrat de liquidité, soit un total d'auto-détention de 196 352 actions représentant 5.21 % du capital.

3.8 Prises de participation

Conformément à l'article L 233-6 du code de commerce, nous vous informons des prises de participation, directes ou indirectes, réalisées par la société au cours de l'exercice écoulé au sein de sociétés ayant leur siège social en France :

- Souscription à hauteur de 49% des titres de la SAS LACROIX PACIFIC (branche Signalisation Nouvelle Calédonie) ;

Septembre 2010

- Acquisition de 100% des titres de la SAS BERKLEY PACKAGING (branche Signalisation – Carros).

3.9 Actionnariat salarié

Conformément aux dispositions de l'article L 225-102 du code de commerce, nous vous précisons que la proportion du capital que représentent les actions détenues par les salariés au 30 septembre 2010 est égale à zéro.

4 – Principaux facteurs de risques auxquels la société est confrontée

En application des dispositions de l'article L 225-100 al. 4 du code de commerce, nous vous indiquons les éléments suivants :

4.1 Risques stratégiques et opérationnels

La nature des risques stratégiques auxquels la société est exposée n'est pas susceptible d'hypothéquer gravement la pérennité des activités du Groupe.

Par ailleurs, l'importance des programmes d'investissements industriels permet à la société de disposer d'outils récents et sécurisés limitant les risques de défaillances majeures susceptibles de paralyser les activités de fabrication.

Toutefois, l'obsolescence rapide des produits pour lesquels la branche Electronique fournit des composants fait peser sur le Groupe une sensibilité accrue.

4.2 Risques juridiques et comptables liés au financement de l'activité ou aux restructurations

Nous vous indiquons que, de par son organisation, le Groupe LACROIX est faiblement exposé aux risques de cette nature.

4.3 Risques financiers

Nous vous indiquons ci-dessous les différents degrés d'exposition du Groupe aux risques financiers.

4.3.1 Risque de change

Le Groupe n'est pas exposé aux risques de change, à l'exception de la branche Electronique pour laquelle le risque de change concerne principalement les achats réalisés en USD et en PLN.

Aussi, pour les achats en USD, la branche dispose de contrats avec ses principaux clients permettant d'ajuster le prix de vente des produits en fonction de l'évolution de la parité EUR/USD. En conséquence, le risque de change est éteint sur cette partie. Pour le solde, elle recourt à des couvertures partielles de ses besoins pour couvrir un taux objectif fixé à chaque exercice budgétaire.

Les dépenses en PLN concernent principalement les salaires des personnels polonais et de quelques achats locaux. La politique du Groupe consiste à réaliser des couvertures à terme sur la base des besoins prévisionnels.

D'une manière générale, le recours aux instruments financiers intervient dans le strict cadre des besoins nécessaires à l'activité, à l'exclusion de toute optique spéculative.

Septembre 2010

4.3.2 Risque de taux

La note 8.13 « Emprunts et dettes financières » des comptes consolidés permet de constater que sur 17 263 K€ de dettes, 1 882 K€ sont à taux fixe et 5 381 K€ à taux variable.

Le Groupe met en place des instruments financiers pour limiter ce risque. A fin septembre 2010, la part des financements à taux variable couverte par des swaps représente 84% du nominal.

4.3.3 Risque de liquidité

Sur l'ensemble des financements mis en place, aucun n'est assorti de covenant.

Pour rappel, dans le cadre de ses futurs investissements, y compris de croissance externe, le Groupe dispose d'une enveloppe de crédits confirmée pour un montant de 25 M€ à ce jour.

4.3.4 Risque de crédit

Chacune des trois branches d'activité du Groupe dispose d'un contrat d'assurance crédit propre, lui permettant de se couvrir sur ses clients potentiellement à risque.

La typologie des clients par secteur d'activité est la suivante :

Branches	Typologie des principaux clients
Signalisation Télégestion Electronique	Administrations et entreprises significatives de travaux publics Organismes publics et grands acteurs de gestion de l'eau Sociétés françaises et étrangères à dimension internationale

4.3.5 Risque sur le Capital

Le Groupe suit de près son capital en contrôlant l'évolution de son ratio d'endettement.

	Exercice 2010	Exercice 2009
Emprunts et dettes financières	23 361	30 850
Concours bancaires courants	11 632	10 063
Autres dettes financières nettes	(168)	90
Trésorerie et équivalents (note 8.10)	(12 896)	(14 340)
Endettement net	21 930	26 663
Capitaux propres	83 704	84 182
Ratio d'endettement	26.20%	31.70%

5 Evènements postérieurs à la clôture

Le 21 décembre 2010, LACROIX SIGNALISATION a cédé les 42 titres, représentant 23% du capital, qu'elle détenait au sein de la société ATLAS SAS située à Mouans-Sartoux (06), à la société EUROMARK HOLDING.

Aucun autre événement majeur postérieur à la clôture n'est à signaler tant pour la société que pour ses filiales.

6 Informations boursières

6.1 Evolution du cours de bourse durant l'exercice 2010

Le titre LACROIX SA est coté sur Euronext Paris, compartiment C.

Au cours de l'exercice 2010, 201 554 titres ont été échangés, soit une moyenne de 787 titres par séance, représentant un montant de capitaux de 2,6 millions d'euros pour un cours moyen de 13.10 euros.

Le cours de bourse du 30 septembre 2010 s'établit à 15.85 euros représentant une capitalisation boursière de 60 millions d'euros.

6.2 Achat par la société de ses propres actions

6.2.1 Programme de rachat d'actions

Nous vous proposons de renouveler l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Ordinaire du 12 février 2010 au Directoire de procéder à des achats en bourse des actions de la société, dans les conditions et limites définies par les articles L 225-209 et suivants du code de commerce et conformément à celles du règlement européen du 22 décembre 2003.

Les objectifs du programme de rachat sont identiques à l'exercice précédent :

- assurer l'animation du titre au travers d'un contrat de liquidité conforme à la chartre AFEI reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers,
- procéder à l'achat d'actions en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opération de croissance externe,
- assurer la couverture de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions,
- assurer la couverture de plans d'achat d'options à des salariés et des mandataires du Groupe.

L'autorisation est donnée pour une durée maximum de 18 mois dans les conditions suivantes :

- le nombre maximal d'actions susceptibles d'être rachetées ne pourra excéder 180 500 titres.
- le prix d'achat maximal par action est fixé à 40 euros.
- le montant global affecté à ce programme est fixé à 7,2 millions d'euros.

Les actions seront rachetées par intervention sur le marché ou par voie d'acquisition de blocs de titres dans le cadre des dispositions légales et réglementaires applicables. Les acquisitions par blocs de titres pourraient atteindre l'intégralité du programme. Les acquisitions et cessions pourront intervenir en période d'offre publique, dans les limites de la réglementation boursière.

Septembre 2010

Le nombre d'actions détenues en exécution du programme ne pourra excéder 10% du capital social soit 376 656 actions.

6.2.2 Bilan des précédents programmes de rachat d'actions

Au titre des programmes autorisés par les Assemblées Générales du 18 mars 2009 et du 12 février 2010, s'appliquant sur l'exercice clos le 30 septembre 2010, la société n'a effectué aucune opération d'achat ou de vente de titres.

Par ailleurs, dans le cadre du contrat de liquidité détenu à 100% par LACROIX SA, 14 175 titres ont été acquis au prix moyen de 13.04 euros et 14 375 titres ont été cédés au prix moyen de 13.26 euros.

A la clôture de l'exercice, les actions détenues dans le cadre du programme de rachat étaient affectées aux objectifs suivants :

- couverture de plans d'options d'achat d'actions à des salariés et des mandataires sociaux du Groupe LACROIX : 111 441 titres
- remise ultérieure à l'échange ou paiement dans le cadre d'opération de croissance externe : 80 334 titres
- animation du cours par un prestataire : 4 577 titres

soit un total d'actions auto-détenues de 196 352 représentant 5.21% du capital, ayant une valeur comptable de 3 892 831 euros et une valeur de marché de 3 112 179 euros, sur la base du cours du 30 septembre 2010.

7 Informations sociales

7.1 Effectif par branche et par collège au 30 septembre 2010

	Signalisation		Télégestion		Electronique		Ensemble Groupe	
	Exercice 2010	Exercice 2009	Exercice 2010	Exercice 2009	Exercice 2010	Exercice 2009	Exercice 2010	Exercice 2009
Cadres	132	126	67	62	200	176	399	364
Techniciens	129	125	28	38	300	274	457	437
Employés	184	172	21	23	94	85	299	280
Ouvriers	316	311	2	2	1 071	914	1 389	1 227
Total Effectifs salariés	761	735	118	125	1 665	1 449	2 544	2 309
Mise à disposition	128	107	1	1	34	24	163	132
Total Effectifs opérationnels	889	842	119	126	1 699	1 473	2 707	2 441

7.2 Ventilation de l'effectif par zone géographique

	Effectif Groupe		Total
	France	Hors France	
Cadres	297	102	399
Techniciens	214	243	457
Employés	211	88	299
Ouvriers	497	892	1 389
Total Effectifs salariés	1 219	1 325	2 544
Mise à disposition	153	10	163
Total Effectifs opérationnels	1 372	1 335	2 707

7.3 Ventilation de l'effectif par type de contrat

L'effectif consolidé au 30 septembre 2010 de 2 544 personnes se répartit entre 2 437 contrats à durée indéterminée et 107 contrats à durée déterminée.

7.4 Personnel externe

Compte tenu de la nature des activités du Groupe, certaines filiales font appel à la sous-traitance. Ainsi, l'emploi de personnel en intérim a représenté 5 987 K€ en 2010, soit un équivalent temps pleinde 203 personnes, représentant 8% de l'effectif permanent.

7.5 Travailleurs handicapés

Au cours de l'exercice 2010, le Groupe LACROIX a employé en France 20 personnes handicapées : 15 au sein de la branche Signalisation, 3 au sein de la branche Télégestion et 2 au sein de la branche Electronique.

7.6 Formation et soutien aux écoles pour l'apprentissage

En France, il a été consacré plus de 7 500 heures à la formation au bénéfice de 464 personnes et pour un budget de 361 000 euros.

Durant l'exercice, 62 établissements ont pu bénéficier de la taxe d'apprentissage pour un montant global de 230 000 euros.

7.7 Organisation du temps de travail

La majorité des filiales françaises du Groupe a organisé son temps de travail sur la base d'une annualisation de 1 607 heures, pour certaines par la conclusion d'accord de modulation.

Afin de répondre à sa croissance et à son développement, une société du Groupe a généralisé le recours au travail en 2X8.

7.8 Evolution des charges liées au personnel

	Exercice 2010	Exercice 2009
Traitements et salaires	50 554	49 047
Charges sociales	18 464	17 609
Interessement et participation	2 131	1 879
Charges d'intérim	5 987	4 210
Charges de retraites	141	385
Paievements en actions	104	211
Charges liées au personnel	77 381	73 341

7.9 Relations professionnelles et accords collectifs

En France, les sociétés du Groupe sont représentées par six Comités d'Entreprises.

Au cours de l'exercice écoulé, 95 réunions de Comité d'Entreprise et de Délégués du Personnel se sont tenues.

Sur l'exercice 2010, 7 accords ou avenants ont été conclus relatifs à la mise en place d'une mutuelle de santé, des accords ou avenants d'intéressement et de participation, ainsi que des accords de Négociation Annuelle Obligatoire.

7.10 Comité d'hygiène et de sécurité.

Le Groupe est doté de six CHSCT qui ont tenus 24 réunions plénières durant l'exercice.

Les actions marquantes menées par certaines filiales ont été les suivantes :

- Suivi de l'analyse des risques
- Evaluation des risques sur les postes de travail
- Intensification des protections individuelles
- Renforcement des actions de formation et d'information à destination de l'ensemble du personnel ;
- Formations liées à la sécurité

7.11 Œuvres sociales

En 2010, le budget annuel des œuvres sociales alloué par le Groupe s'est élevé à un peu moins de 124 000 euros.

Ce budget finance essentiellement des offres de billetteries, chèques vacances, bons cadeaux alloués au personnel.

8 Informations environnementales et engagement en faveur du développement durable

La société détermine chaque année les différentes politiques applicables à chaque branche d'activité du Groupe permettant la mise en conformité au regard de la réglementation et de la protection de l'environnement.

8.1 Branche Signalisation

8.1.1 Activité de fabrication de panneaux et de mobiliers urbains

L'ensemble des risques environnementaux a fait l'objet d'études spécifiques sur le site de Saint Herblain. LACROIX SIGNALISATION s'est engagée à mettre en place des actions suite aux conclusions de ces rapports. Une consultation a été menée pour optimiser la gestion des déchets banals et dangereux sur le site de Saint Herblain, avec pour effet la mise en place d'une nouvelle organisation dès le mois de décembre 2010.

Sur le thème des énergies, des actions sont programmées pour identifier les sources de réduction de consommation (électricité, air comprimé) et pour raccorder l'ensemble des process à l'outil de gestion technique des bâtiments (GTB).

Un tableau de bord QSE permet de suivre les principaux indicateurs environnementaux (énergies, ressources, déchets).

Suite au projet « amélioration continue » lancé en 2009, le siège, principal site de production, basé à Saint Herblain a obtenu la certification environnementale ISO14001 : 2004 en janvier 2010, en complément d'une certification qualité ISO9001 : 2008. Des audits internes et externes sont planifiés annuellement.

Les process de production de Saint Herblain ont été sécurisés par l'installation de rétentions et de matériel d'intervention en cas de dispersion accidentelle de produits chimiques et de matériel de tri des déchets.

Dans le respect de la réglementation, une étude de dangers a été menée sur le site de Saint Herblain et la démarche va se poursuivre par une étude d'impact cohérente avec les procédés actuellement utilisés.

Une étude pour confiner les rejets accidentels du site de Saint Herblain est aussi programmée.

Au cours de la mise en place du système de management qualité et environnemental, l'ensemble du personnel a participé à un module de sensibilisation.

La communication a été optimisée par l'installation dans les ateliers et secteurs administratifs de panneaux d'information Qualité Sécurité Environnement, où chacun peut consulter les consignes et actualités dans ces domaines.

Un comité environnement mensuel a été instauré dès 2009, en complément du comité de direction, pour suivre l'avancement du programme d'actions environnementales.

Des tests de situations d'urgence sont planifiés annuellement. Ainsi en juillet 2010, le site de Saint Herblain a réalisé un exercice incendie et pollution en collaboration avec les pompiers du SDIS44.

8.1.2 Activité gestion de trafic

Dans le cadre de ses activités et conformément aux exigences liées à sa certification ISO14001, la société LACROIX TRAFIC a poursuivi ses actions en faveur de l'environnement. Plusieurs investissements ont été réalisés afin de limiter les impacts environnementaux notamment ceux liés à la consommation d'énergie. Dans la même logique une étude est en cours afin d'équiper le futur atelier mécanique d'éclairage à base de Leds.

L'effort s'est aussi porté sur les impacts environnementaux des produits. L'ensemble des bureaux d'études ont été formés à l'éco-conception et à l'analyse du cycle de vie. Ils mettent en application ces nouvelles connaissances lors du développement de tous les nouveaux produits

8.2 Branche Télégestion

La société LACROIX SOFREL, dont l'activité consiste en la conception et la commercialisation des produits qui gèrent et automatisent à distance des systèmes de gestion d'eau et d'air pour l'industrie, n'est pas concernée par la politique environnementale.

8.3 Branche Electronique

Dans chacune des quatre usines de la branche Electronique, les efforts se sont poursuivis afin de diminuer l'impact des activités sur l'environnement, en travaillant sur la réduction et la revalorisation des déchets. Le Lean Manufacturing déployé sur les sites focalise l'attention des équipes sur la réduction de toutes les formes de gaspillages (matières, énergies, temps...).

Un axe de travail avec les fournisseurs s'est concrétisé cette année, et a permis de diminuer de façon importante le poids des cartons et plastiques utilisés pour l'emballage de productions. La proportion de produits fabriqués sans adjonction de plomb a dépassé 50% en 2010 et reste en constante progression.

L'utilisation des nouveaux outils de conférence téléphonique et le « netmeeting » a permis en 2010 de limiter les déplacements des collaborateurs, ces moyens seront complétés en 2011 par la mise en œuvre d'un « espace collaboratif », qui permettra aux intervenants de différents sites de travailler à distance sur des données informatiques communes (équipes commerciales, projets, achats...).

La certification ISO 14001 acquise depuis 2004 sur les sites polonais, français et allemand est en préparation pour le site tunisien. L'objectif étant la certification des quatre sites de production à l'horizon 2012.

9 Informations concernant les mandataires sociaux

9.1 Situation des mandats des membres du Conseil de surveillance

Aucun mandat de membre du Conseil de surveillance n'arrive à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale.

Septembre 2010

9.2 Rémunération et avantages reçus par les mandataires sociaux

Conformément à l'article L 225-102-1 du code de commerce, nous vous communiquons le montant de la rémunération totale et des avantages de toute nature versés, durant l'exercice clos le 30 septembre 2010, aux mandataires sociaux, par la société et les sociétés contrôlées au sens de l'article L 233-16 du code de commerce.

Directoire

Selon les recommandations AFEP / MEDEF, les rémunérations versées aux membres du Directoire au cours de l'exercice ont été les suivantes :

Synthèse des rémunérations et des options et actions attribuées à chaque dirigeant mandataire social :

	Exercice 2010	Exercice 2009
Yves KROTOFF Président du Directoire		
Rémunérations dues au titre de l'exercice	241 377	221 373
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice		
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice		
Jacques GABOURY Membre du Directoire		
Rémunérations dues au titre de l'exercice	155 949	130 402
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice		
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice		
Pascal ROUCHET Membre du Directoire		
Rémunérations dues au titre de l'exercice	172 047	171 075
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice		204 120
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice		
Vincent BEDOUIN* Membre du Directoire		
Rémunérations dues au titre de l'exercice	161 501	
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice		
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice		
Nicolas BEDOUIN* Membre du Directoire		
Rémunérations dues au titre de l'exercice	71 936	
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice		
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice		

*membres nommés le 12 février 2010

Septembre 2010

Récapitulatif des rémunérations de chaque dirigeant mandataire social

Yves KROTOFF Président du directoire	Exercice 2010		Exercice 2009	
	dus	versés	dus	versés
Rémunération fixe	130 000	130 000	130 000	130 000
Rémunération variable	100 000	80 000	80 000	100 000
Rémunération exceptionnelle				
Jetons de présence				
Avantages en nature	11 377	11 377	11 373	11 373
Total	241 377	221 377	221 373	241 373
Jacques GABOURY Membre du directoire	dus	versés	dus	versés
Rémunération fixe	110 561	110 543	110 014	109 237
Rémunération variable	40 000	15 000	15 000	25 000
Rémunération exceptionnelle				
Jetons de présence				
Avantages en nature	5 388	5 388	5 388	5 388
Total	155 949	130 931	130 402	139 625
Pascal ROUCHET Membre du directoire	dus	versés	dus	versés
Rémunération fixe	138 500	138 500	132 528	132 528
Rémunération variable	30 000	35 000	35 000	10 000
Rémunération exceptionnelle				
Jetons de présence				
Avantages en nature	3 547	3 547	3 547	3 547
Total	172 047	177 047	171 075	146 075
Vincent BEDOUIN Membre du directoire	dus	versés	dus	versés
Rémunération fixe	97 750	113 050		
Rémunération variable	60 000			
Rémunération exceptionnelle				
Jetons de présence				
Avantages en nature	3 751	3 658		
Total	161 501	116 708		
Nicolas BEDOUIN Membre du directoire	dus	versés	dus	versés
Rémunération fixe	54 806	62 808		
Rémunération variable	15 000	3 500		
Rémunération exceptionnelle				
Jetons de présence				
Avantages en nature	2 130	2 130		
Total	71 936	68 438		

L'information relative aux montants dus fait référence aux montants provisionnés au titre de l'exercice à la différence des montants versés qui indiquent la part variable octroyée au titre de l'exercice précédent.

Jetons de présence

Les membres du Directoire n'ont pas perçu de jetons de présence au cours de l'exercice.

Septembre 2010

Options de souscription ou d'achat d'actions attribuées durant l'exercice

Aucune option de souscription ou d'achat d'actions n'a été attribuée aux membres du Directoire au cours de l'exercice écoulé.

Options de souscription ou d'achat d'actions levées durant l'exercice

Il n'a pas été levé d'options de souscription ou d'achat au cours de l'exercice par les dirigeants mandataires sociaux.

Actions de performance attribuées et disponibles

La société n'a pas attribué d'actions de performance au cours de l'exercice écoulé, ainsi qu'au cours des exercices précédents.

Informations sur les rémunérations versées aux membres du Directoire de la société (article L 225-102-1 du Code de commerce).

Informations données en euros

Nom	Mandat	Fonction	Rémunération Fixe	Rémunération variable	Avantages en nature	Retraite supplémentaire et autres avantages	Total
Yves KROTOFF	Président du Directoire	Président	130 000	80 000	11 377	32 804	254 181
Jacques GABOURY	Membre du Directoire	Directeur activité Télégestion	110 543	15 000	5 388	24 520	155 451
Pascal ROUCHET	Membre du Directoire	Directeur activité Signalisation	138 500	35 000	3 547	24 834	201 881
Vincent BEDOUIN	Membre du Directoire	Directeur activité Electronique	113 050		3 658	13 303	130 011
Nicolas BEDOUIN	Membre du Directoire	Directeur financier	62 808	3 500	2 130	982	69 420

Nous vous précisons que la société a pris un engagement au bénéfice du Président du Directoire. Il s'agit du versement d'une indemnité, en cas de non renouvellement ou de révocation de Monsieur Yves KROTOFF de son mandat de Président du Directoire. Cette indemnité est fixée à un montant correspondant à la rémunération brute totale (fixe et variable) perçue par Monsieur KROTOFF au cours des dix-huit derniers mois de l'exercice de son mandat.

Septembre 2010

Conseil de surveillance

Informations données en euros

Nom	Mandat	Fonction	Rémunération Fixe	Rémunération variable	Avantages en nature	Retraite supplémentaire et autres avantages	Jetons de présence	Total
Jean-Paul BEDOUIN	Président du conseil de surveillance	Président	64 000				5 000	69 000
Pierre TIERS	Membre du conseil de surveillance	Membre ad hoc					5 000	5 000
Pascal JANOT	Membre du conseil de surveillance	Membre ad hoc					5 000	5 000
Hugues MEILI	Membre du conseil de surveillance	Membre ad hoc					5 000	5 000

Nous vous précisons qu'aucun membre du Conseil de surveillance n'est attributaire de stock-options.

9.3 Liste des mandats et fonctions

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-1 du code de commerce, nous vous présentons ci-dessous la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par chacun des mandataires sociaux de la société.

Directoire

Nom	Mandat	Société
Yves KROTOFF	Président du Directoire	LACROIX SA
	Président	SAS LACROIX ELECTRONIQUE
	Président	SAS LACROIX SOFREL
	Président	SAS SIF DU COTEAU
	Gérant	SCI LTI SUD EST
	Gérant	SARL LACROIX IV
Pascal ROUCHET	Gérant	LACROIX ELECTRONIQUE TUNISIE
	Membre du Directoire	LACROIX SA
	Président	SAS LACROIX SIGNALISATION
	Président	SAS LACROIX OCEAN INDIEN
	Président	SAS LACROIX TRAFIC
	Président	SAS SAAM
	Président	SAS KANGOUROU IDF
	Président	SAS KANGOUROU Nord Pas de Calais
	Président	SAS KANGOUROU AQUITAINE
	Président	SAS KANGOUROU PACA
	Président	SAS KANGOUROU OUEST
	Président	SAS KANGOUROU EST
	Président	SAS KANGOUROU RHONE ALPES
	Président	SAS KANGOUROU SUD OUEST
	Président	SAS KANGOUROU NORMANDIE
	Président	SAS LACROIX CITY
	Président	SAS BERKLEY PACKAGING
	Gérant	SARL LACROIX III
Administrateur unique	NORTE INDUSTRIAL (Espagne)	

Septembre 2010

Jacques GABOURY	Membre du Directoire Directeur Général	LACROIX SA SAS LACROIX SOFREL
Vincent BEDOUIN	Membre du Directoire Directeur Général Président Gérant	LACROIX SA SAS LACROIX ELECTRONIQUE SAS LACROIX ELECTRONIQUE SOLUTIONS LACROIX ELECTRONICS GmbH (Allemagne)
Nicolas BEDOUIN	Membre du Directoire	LACROIX SA

Conseil de surveillance

Jean-Paul BEDOUIN	Président du Conseil de surveillance Président Gérant	LACROIX SA SAS VINILA INVESTISSEMENTS SCI EMERAUDE DEVELOPPEMENT
Pierre TIERS	Membre du Conseil de surveillance Président Directeur Général Président Gérant Représentant permanent de IPO PLACINVEST Personne morale administrateur de SA CIC FINANCE Représentant permanent de IPO de EFSA Personne morale administrateur de CM CIC SECURITIES Représentant permanent de IPO SNC SAINT PIERRE Personne morale membre du conseil de surveillance SA BANQUE DE VIZILLE Représentant permanent de IPO Personne morale administrateur de SAS PAYS DE LOIRE DEVELOPPEMENT Administrateur association NAPF Représentant permanent de IPO Personne morale Président et Directeur Général de SAS FINANCIERE VOLTAIRE Représentant permanent de IPO de PLACINVEST Personne morale administrateur de SA CIC INVESTISSEMENT Représentant permanent de IPO Personne morale administrateur de SAS POITOU CHARENTE EXPANSION	LACROIX SA SA IPO SAS IPO INGENIERIE SCI VILLA CAMUS
Pascal JANOT	Membre du Conseil de surveillance Administrateur	LACROIX SA SAS BEL'M
Hugues MEILI	Membre du Conseil de surveillance Président et Directeur Général	LACROIX SA NIJI SA

10 Mandats des Commissaires aux comptes

Aucun mandat de Commissaires aux comptes n'arrive à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale.

Septembre 2010

11 Affectation du résultat

Nous vous proposons de bien vouloir approuver l'affectation du bénéfice de l'exercice de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice	5 041 649 euros
A la réserve légale	252 082 euros
Solde	4 789 567 euros
Auquel s'ajoute	
Le report à nouveau antérieur	252 626 euros
Pour former un bénéfice distribuable de	5 042 193 euros
A titre de dividendes aux actionnaires	2 071 608 euros
Soit 0.55 euros par action	
Au compte « autres réserves »	2 500 000 euros

Le solde au compte « report à nouveau » ainsi porté à la somme de 470 585 euros, étant précisé que ce montant sera augmenté de la fraction des dividendes correspondant aux actions propres détenues par la société.

Nous vous informons, conformément aux dispositions de l'article 117 quater nouveau du Code général des impôts, que les personnes physiques fiscalement domiciliées en France qui perçoivent des revenus éligibles à l'abattement de 40 % prévu à l'article 158 du Code général des impôts pourront opter pour leur assujettissement à un prélèvement forfaitaire libératoire de 18 %.

Nous vous informons en outre, conformément aux dispositions de l'article 136-7 du Code de la sécurité sociale, que les prélèvements sociaux sur les dividendes versés aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France, qu'ils soient soumis au prélèvement forfaitaire libératoire ou imposables au barème progressif de l'impôt sur le revenu, seront désormais prélevés à la source.

Le paiement des dividendes sera effectué à compter du 15 avril 2011.

Compte tenu de cette affectation, les capitaux propres de la Société seraient de 50 469 828 euros. (avant fraction du dividende correspondant aux actions propres).

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Exercice	Nombre d'actions rémunérées	Dividende net par action	Dividende global *
2006 - 2007	1 255 520	2.30	2 887 696
2007 - 2008	3 766 560	0.60	2 259 936
2008 - 2009	3 766 560	0.30	1 129 968

*Montant incluant les actions auto détenues

12 Jetons de présence

Nous vous rappelons que l'Assemblée Générale du 18 mars 2009 a fixé à 20 000 euros le montant des jetons de présence alloués aux membres du Conseil de surveillance pour l'exercice en cours et les exercices ultérieurs jusqu'à une nouvelle décision de l'Assemblée.

Nous vous proposons de ne pas modifier le montant alloué au titre des jetons de présence.

13 Information relative aux opérations sur titre

Conformément à l'article L 621-18-2 du code monétaire et financier et au règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers, nous vous informons qu'aucune opération réalisée par les mandataires sociaux de LACROIX SA sur le titre de la société n'a été portée à notre connaissance au titre de l'exercice.

Tableau des résultats des cinq derniers exercices

Nature des indications	2005 / 2006	2006 / 2007	2007 / 2008	2008 / 2009	2009 / 2010
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
- Capital social	12 500 000	12 500 000	12 500 000	25 000 000	25 000 000
- Nombre des actions ordinaires existantes	1 255 520	1 255 520	3 766 560	3 766 560	3 766 560
- Nombre des actions à dividende prioritaire (sans droit de vote)					
- Nombre maximal d'actions futures à créer					
OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE					
- Chiffre d'affaires hors taxes	1 123 407	1 217 704	1 211 498	1 080 121	1 149 740
- Résultats avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	2 100 151	3 397 588	5 447 858	3 121 646	3 015 886
- Impôts sur les bénéfices	-705 700	134 509	99 549	-1 120 677	-2 566 737
- Participation des salariés due au titre de l'exercice		5 000	10 000		
- Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	-429 336	3 241 388	5 216 274	633 577	5 041 649
- Résultat distribué (1)	2 134 384	2 887 696	2 259 936	1 129 968	2 071 608*
RESULTATS PAR ACTION					
- Résultat après impôts, participation des salariés, mais avant dotations aux amortissements et provisions	1.67	2.71	1.45	0.83	0.80
- Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	-0.34	2.58	1.38	0.17	1.34
- Dividende attribué à chaque action	1.70	2.30	0.60	0.30	0.55
PERSONNEL					
- Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	3	3	2	2	2
- Montant de la masse salariale de l'exercice	290 086	328 008	367 879	396 238	404 757
- Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, oeuvres sociales...)	246 982	238 088	202 120	174 778	198 148

* Projet d'affectation de résultat pour l'exercice 2009/2010

**ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL
PAR LE PRESIDENT DU DIRECTOIRE**

**ATTESTATION DU RESPONSABLE
ASSUMANT LA RESPONSABILITE DU RAPPORT FINANCIER**

**Etablie en application des articles 222-3 et 222-4 du Règlement Général
de l'Autorité des Marchés Financiers**

**Monsieur Yves KROTOFF
Président du Directoire**

Atteste

« A ma connaissance, les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société, ainsi que de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation.

Le rapport de gestion présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats, de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées. »

Yves KROTOFF



RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
RAPPORT GENERAL SUR LES COMPTES
ANNUELS ET CONSOLIDES

ATLANTIQUE REVISION CONSEIL

ERNST & YOUNG et Autres

Lacroix S.A.

Exercice clos le 30 septembre 2010

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes annuels**

Septembre 2010

ATLANTIQUE REVISION CONSEIL
52, rue Jacques-Yves-Cousteau
Bâtiment B
B.P. 743
85018 La Roche-sur-Yon Cedex

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Poitiers

ERNST & YOUNG et Autres
3, rue Emile-Masson
44019 Nantes Cedex 1
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Lacroix S.A.

Exercice clos le 30 septembre 2010

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 30 septembre 2010, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Lacroix S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Septembre 2010

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 3.3.1 de l'annexe relative au provisionnement du litige DGCCRF.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance l'élément suivant :

La note 3.2.3 de l'annexe relative aux titres de participation présente les modalités de détermination de la valeur d'inventaire conduisant à la constitution éventuelle d'une provision pour dépréciation.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et méthodes comptables suivies par votre société, nous nous sommes assurés de la pertinence des approches mises en œuvre par votre société sur la base des éléments disponibles à ce jour, ainsi que du caractère raisonnable des hypothèses retenues et des évaluations qui en résultent.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

La Roche-sur-Yon et Nantes, le 3 janvier 2011

Les Commissaires aux Comptes

ATLANTIQUE REVISION CONSEIL



Sébastien Caillaud

ERNST & YOUNG et Autres



Philippe Fourquet

ATLANTIQUE REVISION CONSEIL

ERNST & YOUNG et Autres

Lacroix S.A.

Exercice clos le 30 septembre 2010

Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes consolidés



Septembre 2010

ATLANTIQUE REVISION CONSEIL
52, rue Jacques-Yves-Cousteau
Bâtiment B
B.P. 743
85018 La Roche-sur-Yon Cedex

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Poitiers

ERNST & YOUNG et Autres
3, rue Emile-Masson
44019 Nantes Cedex 1
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Lacroix S.A.

Exercice clos le 30 septembre 2010

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 30 septembre 2010, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Lacroix S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 8.12.2 de l'annexe aux comptes consolidés relative au provisionnement du litige DGCCRF.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Votre groupe procède systématiquement, à chaque clôture, à des tests de perte de valeur des goodwill selon les modalités décrites dans les notes 6.4.4 et 8.1 de l'annexe. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et les hypothèses utilisées et nous avons vérifié que l'annexe aux comptes consolidés donne une information appropriée.

Les provisions inscrites au bilan et les principes et méthodes de comptabilisation de ces provisions sont détaillés dans les notes 6.5.11 et 8.12 de l'annexe. Dans le cadre de notre appréciation des estimations retenues pour l'arrêté des comptes et sur la base des informations disponibles lors de nos travaux, nous avons revu les approches utilisées par votre groupe et nous nous sommes assurés du caractère raisonnable des hypothèses et des modalités retenues pour la détermination de ces provisions.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

La Roche-sur-Yon et Nantes, le 3 janvier 2011

Les Commissaires aux Comptes

ATLANTIQUE REVISION CONSEIL

ERNST & YOUNG et Autres



Sébastien Caillaud



Philippe Fourquet